

*Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !*

# Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°9. Novembre-décembre 2003. **Prix coûtant : 0,70 €.** Prix de soutien : 1 €.

- *Face aux attaques du patronat, de l'Union européenne et du gouvernement Chirac-Raffarin ;*
  - *Face à la politique de collaboration des dirigeants syndicaux ;*
  - *Face au cadre de collaboration de classe et de duperie que constitue le FSE (Forum social européen) ;*
- *Face à la déliquescence du PCF devenant de plus en plus une succursale du PS bourgeois pourri jusqu'à la moelle ;*
  - *Face au refus de l'extrême gauche (LO-LCR-PT) de proposer une alternative politique et un véritable programme de lutte de classe pour les travailleurs ;*
  - *Face à la recherche par l'avant-garde des travailleurs et des jeunes de solutions politiques...*

IL EST PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE DE  
**CONSTRUIRE UNE VÉRITABLE  
ALTERNATIVE POLITIQUE**

DE RASSEMBLER LES FORCES POUR ALLER  
**VERS UN NOUVEAU PARTI COMMUNISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALISTE**

## Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des régimes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électoratiste* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal mensuel du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste).

Numéro ISSN : en cours.

Tirage du n°8 (octobre 2003) : 200 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant).

Contacts : 06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr) — Site internet : <http://groupecri.free.fr>

Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille, Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

# FACE AUX ATTAQUES EN COURS ET EN PRÉPARATION DU PATRONAT, DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE CHIRAC-RAFFARIN, QUE FAIRE ?

Effrayé par la puissante montée vers la grève générale de mai-juin dernier, dont il a parfaitement conscience de n'être sorti victorieux qu'à cause de la trahison de celle-ci par les dirigeants syndicaux et l'ex-« gauche plurielle » (cf. Le Cri des travailleurs n°5-6 de juin-juillet 2003), discrédité par sa responsabilité évidente dans le désastre de la canicule estivale (cf. Le Cri des travailleurs n°7 de septembre 2003), au plus bas dans les sondages..., le gouvernement Chirac-Raffarin mène depuis la rentrée une politique assez habile. Celle-ci combine la poursuite et le parachèvement d'attaques déjà engagées, avec le soutien ouvert ou tacite des dirigeants syndicaux, contre les travailleurs, les chômeurs, les immigrés et les étudiants — et une certaine prudence sur les dossiers généraux les plus explosifs comme la contre-réforme de la Sécurité sociale, le projet de loi Ferry sur l'autonomie

des Universités, les projets en préparation contre l'école publique ou encore la transformation du statut de l'entreprise publique EDF-GDF, dont les travailleurs, syndiqués à 50%, avaient ouvert, par leur mise en échec du référendum organisé pour leur faire cautionner la réforme de leur système de retraite en janvier dernier, le cycle de luttes qui a marqué le premier semestre de l'année.

Espérant ainsi tenir jusqu'aux élections cantonales, régionales et européennes du printemps prochain, qu'il a des chances de remporter par défaut puisque l'ex-« gauche plurielle » est incapable de se poser comme alternative politique et ne rêve de victoire que pour... 2007, le gouvernement Raffarin pourra laisser alors la place à un nouveau gouvernement de choc, débarrassé des poids morts que sont devenus Raffarin lui-même, Fillon, Mattéi et Ferry. Selon le résultat des élections, tout se

jouera vraisemblablement autour de Sarkozy qui, pour avoir su satisfaire, depuis son entrée en fonction, avec l'incroyable complicité des médias, l'électorat de droite et une partie des électeurs d'extrême droite, reste le pilier le plus solide de ce gouvernement et ne cache plus ses ambitions de succéder à Raffarin, puis si possible à Chirac lui-même... De son côté, Bayrou, président de l'UDF, fait figure de joker, car il sait profiter du vide politique à « gauche » pour se présenter au Parlement et dans les médias comme la seule critique sérieuse du gouvernement, et ainsi comme la seule « alternative » en cas de situation difficile pour Chirac. À moins bien sûr qu'une telle situation difficile ne se transforme en possible crise politique avant 2007 et ne vienne ainsi bouleverser l'état actuel des trois principales forces politiques de la bourgeoisie (UMP, UDF, PS-Verts)...

## IMPOSER AUX DIRIGEANTS SYNDICAUX QU'ILS CESSENT LEUR COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT...

### **Le gouvernement parachève ses attaques en cours contre les travailleurs et les chômeurs, avec la complicité des dirigeants syndicaux**

Le gouvernement concentre donc ses attaques depuis la rentrée sur les dossiers qui étaient déjà presque bouclés, d'une part, et sur les catégories les plus fragiles (intermittents, immigrés, chômeurs), dont il sait que les dirigeants syndicaux ne feront rien pour les défendre sérieusement, d'autre part.

#### *Haro sur les chômeurs !*

Alors que le chiffre officiel du chômage frôle les 10% de la population active et que les vagues de licenciements et autres plans sociaux se multiplient, de nouvelles mesures entrent aujourd'hui en application contre les travailleurs privés d'emplois. La bourgeoisie — patrons, gouvernement et médias complices — n'hésite pas à user d'arguments hypocrites et moralisateurs (« la France doit se remettre au travail ») pour stigmatiser les chômeurs et les rendre responsables de leur situation,

en les accusant de profiter du système d'indemnisation. Le premier acte des attaques en cours date de décembre 2002. Les « partenaires sociaux » (patronat et syndicats), qui gèrent paritairement l'ASSEDIC, le régime d'assurance chômage, avaient mis alors au point un protocole d'accord, signé par le MEDEF, la CFDT, la CFTC et la CGC, puis agréé en février 2003 par le gouvernement, dont l'objet est la réduction de la durée d'indemnisation par l'UNEDIC. Celle-ci passe de 30 à 23 mois pour les moins de 50 ans, de 45 à 36 mois pour les plus de 50 ans. De plus, cette décision affecte les chômeurs dont les droits à l'UNEDIC avaient été fixés avant la signature de cet accord : c'est ainsi qu'en septembre dernier, 180 000 chômeurs ont appris du jour au lendemain que leurs droits prendraient fin au 1er janvier 2004.

C'est aussi en septembre dernier que le gouvernement, profitant de sa victoire de l'été sur la question des retraites (victoire qu'il a remportée avant tout à cause de la trahison de la montée vers la grève générale par les dirigeants syndicaux), a annoncé un « complément » à son attaque contre

les chômeurs. Jusqu'aujourd'hui, 420 000 personnes, soit environ un tiers de celles n'ayant plus droit à l'assurance chômage, touchaient l'allocation spécifique de solidarité (ASS), d'un montant de 406,80 euros par mois, avec une majoration de 40% pour les plus de 55 ans ; sachant que les autres chômeurs « en fin de droits » ne survivent qu'avec le RMI, voire perdent toutes ressources s'ils ne peuvent même pas bénéficier de celui-ci (les moins de 25 ans par exemple). Cette ASS était versée jusqu'à présent sans limitation de durée. Or le gouvernement a décidé de limiter dorénavant sa durée de versement à deux ans pour les nouveaux bénéficiaires, et à trois ans pour ceux qui la touchent déjà ; de plus, si cette décision ne concerne pas les plus de 55 ans, ceux-ci vont cependant perdre la majoration de 40% dont ils bénéficiaient jusqu'à présent.

Ces mesures vont donc enfoncer encore davantage dans la misère les travailleurs privés d'emploi, d'autant plus que le RMI, sur lequel vont devoir se rabattre les chômeurs concernés, n'ouvre aucun droit pour la retraite. Outre la manœuvre budgétaire

consistant à économiser 150 millions d'euros qui auraient dû être versés par l'État en 2004 au titre de l'ASS, alors que le RMI, versé désormais par les conseils généraux des départements, pèse sur la fiscalité locale, il s'agit d'une offensive globale contre la classe ouvrière. En effet, cela s'inscrit dans la continuité du PARE (agrée par le gouvernement de gauche plurielle) et en relation étroite avec le RMA, qui vient d'être adopté par le Parlement et que notre journal avait dénoncé dès le mois de juin (cf. Le CRI des travailleurs, n°5-6 ; rappelons que le RMA, revenu minimum d'activité, va permettre aux patrons d'embaucher à mi-temps, pour une durée maximale de 18 mois, des bénéficiaires du RMI, ces derniers touchant, en plus des 411€ RMI, 183 € mensuels ; ainsi les patrons ne vont-ils payer de charges sociales que sur ces 183 €, puisque le RMI est entièrement à la charge des conseils généraux ; autrement dit, des dizaines, voire des centaines de milliers de travailleurs vont être mis presque gratuitement, aux frais du contribuable, à la disposition des patrons). Enfin, c'est également dans ce cadre que doivent être comprises la transformation du statut de l'ANPE et l'autorisation pour des bureaux de placement privés de prendre en charge, en concurrence avec l'agence publique, la recherche d'emploi.

En attaquant les travailleurs privés d'emploi, en les obligeant à accepter n'importe quel emploi sous-payé et précarisé, le patronat et le gouvernement font pression vers le bas sur les droits et les salaires de l'ensemble des travailleurs. Pourtant, les dirigeants syndicaux qui ne l'avaient pas signée (à commencer par la CGT et FO) n'ont rien fait pour mobiliser les travailleurs contre la réforme de l'UNEDIC, et ne mobilisent pas non plus contre la modification des conditions de versement de l'ASS.

Les chômeurs sont donc les principales victimes des attaques du gouvernement cet automne, avec les immigrés (adoption définitive le 28 octobre de la loi Sarkozy sur la « maîtrise de l'immigration », sur laquelle nous reviendrons dans notre prochain numéro) et les intermittents du spectacle, auxquels les dirigeants des confédérations syndicales refusent également d'apporter leur soutien depuis le début de leur combat héroïque et ainsi sciemment isolé pour le laisser pourrir sur pied.

Mais ce n'est pas tout : le gouvernement a par ailleurs profité de

la bonne volonté des dirigeants syndicaux pour boucler des dossiers qui traînaient en longueur depuis des mois.

#### *L'accord MEDEF-syndicats sur les retraites complémentaires*

C'est, d'une part, dans la continuité de la contre-réforme Fillon de l'été, l'accord sur les retraites complémentaires, passé entre patronat et syndicats le 12 novembre. Marc Blondel, secrétaire général de FO, présente cet accord comme une avancée, et même carrément comme une décision allant « à contre-courant du mouvement destructeur initié par le gouvernement sur les acquis sociaux » (*Force ouvrière hebdo*, du 19 novembre 2003). Or, qu'y a-t-il en fait dans cet accord, sinon une nouvelle attaque contre les salariés futurs retraités ? En effet, le point d'achat que reverse le salarié pour sa retraite complémentaire sera désormais aligné sur la hausse moyenne des salaires, et non sur celle des prix, qui grimpe moins vite : cela signifiera une augmentation de près de 3% par an contre 1,6% environ actuellement. Les syndicats signataires se félicitent également d'avoir obtenu du patronat une augmentation des cotisations pour la retraite des cadres (AGIRC) : mais cette hausse des cotisations patronales n'est que de... 0,1%. Ce dont les centrales syndicales se vantent moins, c'est d'avoir signé une nouvelle augmentation des cotisations salariales, de 0,2%. Les représentants du MEDEF, Guillaume Sarkozy en tête, sont d'ailleurs sortis « particulièrement heureux » de cette négociation. Il y a de quoi ! Une fois de plus, les syndicats ont obtempéré. Quant à la CGT, qui certes n'a pas signé, elle n'a pas pour autant mobilisé contre cet accord de régression sociale.

#### *L'accord MEDEF-syndicats sur la formation professionnelle*

D'autre part, toutes les confédérations syndicales ont paraphé, le 20 septembre, avec le gouvernement et le MEDEF, un « accord sur la formation professionnelle ». Même la CGT a signé, ce qui n'était plus arrivé, pour un accord national de cette nature, depuis trente ans ! Chérèque, secrétaire général de la CFDT, a d'ailleurs lancé à son homologue Thibault un message de bienvenue « au club de ceux qui signent ». Quant au MEDEF, il s'est réjoui de constater que la CGT réintégrait « le champ

conventionnel ». Or, que dit cet accord, quelles conséquences va-t-il avoir pour les travailleurs ? Il est une atteinte directe à la protection des salariés assurée par les conventions collectives, et mène à une individualisation, le salarié se retrouvant seul face à son employeur qui pourra exercer toutes pressions sur lui. En effet, jusqu'à présent, la formation professionnelle était considérée comme un *droit*, défini comme tel par le Code du Travail : à ce titre, l'employeur devait l'assurer à son salarié sur le temps de travail. Le patron avait ainsi à rémunérer ce salarié à temps plein, pendant sa formation. Avec l'accord, la perspective est inversée. C'est au salarié de prendre la responsabilité de se former, en tant « acteur de son évolution professionnelle », et de le faire éventuellement sur son temps libre — c'est une des dispositions essentielles qu'introduit l'accord. En ce cas, l'employeur, au lieu de le rémunérer comme pour une journée de travail, ne le paiera qu'à 50%, au moyen d'une « allocation », et sera en outre totalement exonéré de cotisations sociales. Encore autant de gagné dans la poche du patron ! L'accord transforme ainsi la formation professionnelle, jusqu'à présent droit collectif et protégé, en un enjeu de rapport de forces entre le patron et son salarié isolé et par là même affaibli. La logique en est une précarisation toujours plus accrue du travail, contraignant les salariés à aller de contrat en contrat et à s'adapter toujours plus aux restructurations des entreprises et de leur course au profit. En somme, c'est marche — à tes frais et sur tes heures de liberté — ou crève. Cet accord est donc un superbe cadeau fait au patronat qui, de fait, s'en frotte les mains. Il indique une fois de plus combien les dirigeants des centrales syndicales, de plus en plus intégrés à l'appareil d'État, sont prêts à faire acte d'allégeance pour montrer leur respectabilité et leur capacité de « concertation ».

#### *Le cas de la Poste et de France Télécom*

On peut évoquer également le cas de la Poste, où le contrat de plan 2003-2007, soumis à de longues tractations qui n'en finissaient plus avec l'Union européenne et les syndicats, a été également achevé fin octobre. Il planifie la suppression progressive de 6000 bureaux de poste, prévoit de réduire les effectifs de 20% dans la

distribution et de diviser par trois le nombre de centres de tri. C'est aussi une grave menace pour tous ceux, et ils sont nombreux (30% des effectifs de la Poste), qui sont embauchés sur contrats à durée déterminée. La concurrence pour la distribution du courrier sera totale en 2009. D'ores et déjà, la Poste a abandonné dans quarante départements le principe du « J+1 » (une lettre postée tel jour arrive à son destinataire le lendemain). Elle va par ailleurs devoir investir un milliard d'euros, en s'endettant, pour accroître la productivité des centres de tri. Quant à France Télécom, le projet de loi préparant la privatisation totale et la modification du statut de fonctionnaire a été adopté au Sénat et sera présenté à l'Assemblée nationale le 4 décembre. Or, face à ces attaques, les six fédérations syndicales de la Poste et des télécommunications (CGT, FO, CGC, SUD, CFTC, CFDT) ne se sont pas mobilisées. La CGT a fait signer une vague pétition par les usagers, FO s'est contentée de « s'alarmer » et toutes ensemble ont demandé, dans un texte commun, à être davantage « associées » au débat sur les transformations en cours, réclamant davantage de « discussions », pour que l'avenir de la Poste ne se décide pas sans les postiers et les usagers ! Leurs « revendications » s'arrêtent ainsi à une demande de « transparence » et de « démocratie » dans les décisions.

Quant à l'idée de supprimer un jour férié (au bénéfice des patrons, qui verseraient pour le prétendu Fonds de Solidarité Vieillesse une cotisation représentant seulement 0,2 à 0,25% de la masse salariale, alors que le produit de l'activité d'une journée de travail supplémentaire représente deux fois plus), sa fonction est avant tout de faire diversion : même si le projet est bien réel, il est manifestement agité, de manière contradictoire et à tour de rôle par certains ministres, avec le relais bien organisé des médias, pour donner du grain à moudre aux organisations syndicales, pour leur offrir l'occasion de faire semblant de défendre les intérêts de la classe ouvrière — afin en réalité de mieux cacher leur principale préoccupation actuelle : être associées à tout prix aux contre-réformes du gouvernement.

**... et prépare minutieusement les prochaines en s'assurant auparavant du soutien des dirigeants syndicaux...**

De fait, les projets d'attaques les plus explosifs du gouvernement font pour l'heure l'objet de concertations avec les dirigeants syndicaux, avec l'objectif de les faire ainsi passer en douceur au deuxième semestre de 2004, dans la continuité des accords passés cet automne entre les syndicats et le patronat sous la tutelle du gouvernement.

C'est d'abord la mise en place d'une commission de travail sur la Sécurité sociale, à laquelle tous les syndicats participent, alors que l'objectif du gouvernement est de parvenir à un plan de démantèlement, de régionalisation et de privatisation pour l'automne 2004. Aucun doute n'est permis à ce sujet, comme le montre notamment le rapport que l'Inspection générale des Affaires sociales vient de remettre le 12 novembre au ministre de la Santé, et qui préconise de renforcer les contrôles sur les arrêts maladie de longue durée, de raccourcir la durée maximale d'indemnisation de trois à deux ans, de calculer les indemnités journalières des chômeurs sur la base de leurs allocations et non plus sur celle du dernier salaire perçu, etc. Ainsi, les travailleurs tombés gravement malades ou ayant subi des accidents altérant leur santé seraient-ils tenus pour des coupables sur le dos desquels il faudrait faire des économies ! Alors que la multiplication des arrêts maladie n'a en fait pas d'autre cause qu'une aggravation des conditions de travail : d'après une récente étude de l'INSEE, intitulée *Données sociales 2002-2003*, les rythmes de travail sont devenus plus intenses et les horaires plus irréguliers ; d'après cette étude, 40% des salariés ont moins de temps pour effectuer les mêmes tâches ; le travail se révèle plus pénible, physiquement et psychologiquement. Les lois Aubry de flexibilisation du travail y sont pour quelque chose — raison pour laquelle le gouvernement n'a aucunement l'intention de mettre en cause la logique même de ces lois, contrairement à ce que font croire, uniquement pour flatter leurs électeurs patrons de PME, certains députés de l'UMP qui suscitent alors l'ire du PS et de l'ex-« gauche plurielle » (voire de Lutte ouvrière !)...

<sup>1</sup> LO avait certes critiqué, mais sans jamais les combattre sérieusement, les lois Aubry : on se souvient notamment de l'interdiction qui avait été faite à la « Fraction » de LO par la direction de défilé avec une banderole contre le projet de la première loi Aubry lors de la manifestation « pour

En fait, c'est dans tous les domaines que le gouvernement s'est lancé dans l'organisation tous azimuts de concertations avec les syndicats. À l'Éducation nationale, en particulier, l'association des dirigeants syndicaux (et des associations de parents d'élèves) à la préparation des prochaines attaques du gouvernement, passe par le fameux « grand débat sur l'école ». Un « animateur », qui se doit absolument d'être un intervenant extérieur à l'école — élu, chef d'entreprise, journaliste — est chargé de « cadrer » le débat dans les établissements en reprenant les questions tendancieuses du gouvernement. Le but de celui-ci est simple : il s'agit de trouver un « consensus » pour alléger les programmes, réduire les enseignements et les soumettre de plus en plus aux intérêts des collectivités locales et des futurs employeurs. Parmi ses quelque 22 questions, on trouve ainsi, par exemple, celles-ci : « Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte en impliquant davantage le monde du travail ? », « Faut-il enseigner moins pour enseigner mieux ? », « Comment en matière d'éducation définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'État et des collectivités territoriales ? » Une savante « commission nationale » de 54 membres, parmi lesquels des patrons éminents (Lafarge, Dassault-Système...), sera chargée de tirer les conclusions qui s'imposent. Dès lors participer à ce débat, c'est accepter le cadre fixé par le gouvernement et renoncer à défendre les revendications que les enseignants ont eux-mêmes mises en avant dans leur grande grève de mai-juin. (*Sur cette question du « grand débat », cf. aussi les motions*

l'emploi » organisée par le PCF, LO, la LCR et quelques autres en octobre 1999. Or cette organisation vient de faire une campagne d'affiches dont l'un des slogans est : « S'il faut travailler plus, touchez pas aux 35 heures, embauchez tous les chômeurs. » Outre le caractère dépolitisé de ce mot d'ordre (quel gouvernement serait capable d'embaucher tous les chômeurs ?), il revient à présenter le PS et la « gauche plurielle » comme les artisans d'une grande loi sociale imposée aux patrons et qui serait aujourd'hui menacée par la droite, alors qu'en réalité cette loi a été tout bénéfique pour les grosses et les moyennes entreprises, leur permettant d'augmenter la productivité par l'aggravation de la flexibilité et l'annualisation.

d'AG d'établissements que nous reproduisons ci-dessous).

C'est en suivant la même méthode que le gouvernement organise à EDF-GDF des « chantiers de concertation », avec pour objectif proclamé un « plan d'action industriel et social » incluant la participation des organisations syndicales. L'objectif est l'ouverture à 100% du marché de l'électricité à la concurrence en 2007 (et dès juillet 2004 pour les prestations aux PME). Dans cette perspective, des dizaines d'agences ont déjà été fermées cette année, en quelques mois. Les projets de privatisation d'Air France, de Thomson, de la SNCF, de la SNECMA, de Thales, d'EADS, etc. devraient passer par la même voie.

Enfin, Fillon a présenté son projet de loi « sur la réforme du dialogue social », qui constitue de fait un grave recul social : désormais, les accords d'établissement pourraient être juridiquement inférieurs aux acquis garantis par les accords généraux de branche et par le Code du Travail. Certes, les dirigeants syndicaux font mine de protester... Mais ce projet de loi n'est en fait que la transcription de l'accord sur la refondation sociale de juillet 2001. Or, cet accord, toutes les centrales syndicales l'ont signé, à l'exception de la CGT — qui semble avoir voulu se rattraper depuis, comme

le montre le fait qu'elle a paraphé sans barguigner l'accord sur la formation professionnelle dont nous avons parlé précédemment.

### **Assez de collaboration !**

On se souvient que les Thibault, Blondel et autres Aschieri nous avaient promis, comme lot de consolation, au moment où ils enterraient chacun à sa façon la montée vers la grève générale de mai-juin dernier, que l'automne serait « chaud ». En fait, sur quelque dossier que ce soit, on n'a toujours pas vu venir leur opposition au patronat et au gouvernement. Manifestement, ils font tout pour préserver la « paix sociale », pour poursuivre sous toutes ses formes le « dialogue social » : que voulez-vous, il veut montrer leur respectabilité et prouver à ceux qui nous gouvernent qu'ils peuvent compter sur eux aux tables des « concertations » et autres « grands débats ».

Face à ce comportement, les travailleurs, les syndiqués, les militants ouvriers doivent se battre, dans leurs organisations et, dès que la situation le permet, par des structures d'auto-organisation démocratique *ad hoc* (assemblées générales, comités de grève, élection de délégués mandatés et révocables...) pour imposer :

- **La rupture de la collaboration des dirigeants syndicaux avec le gouvernement et le MEDEF ;**

- **Le boycott des réunions de concertations, tables rondes et autres « grands débats » dont le but n'est que l'association des syndicats aux contre-réformes ;**

- **Le front unique des organisations syndicales (CGT, FO, FSU, G 10...).**

C'est là la seule voie pour faire reculer le gouvernement et le patronat, pour lui infliger une défaite, pour

- **Défendre les droits des travailleurs privés d'emploi ;**

- **Faire échec par la lutte de classe aux plans de licenciements ;**

- **Empêcher les privatisations des entreprises publiques et l'ouverture à la concurrence, briser les contrats de plan ;**

- **Défendre la Sécurité sociale et le système d'assurance chômage, et reconquérir les acquis perdus ;**

- **Défendre et améliorer le droit des travailleurs à la formation professionnelle ;**

- **Préserver les statuts et conventions collectives.**

## **...ET SE DONNER LES MOYENS D'UNE VÉRITABLE ALTERNATIVE POLITIQUE EN RASSEMBLANT LES FORCES POUR UN NOUVEAU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALISTE**

Mais cette orientation elle-même pose en réalité rien de moins que la question de l'*alternative* qui permettra seule de rompre réellement avec la logique de cette politique, qui est sur le fond la même quand le PS et la « gauche plurielle » sont au pouvoir. Car même la simple résistance sociale, et à plus forte raison la lutte pour la satisfaction des revendications et des aspirations de la majorité en France et dans le monde, n'exigent pas seulement de s'opposer aux mesures du patronat et du gouvernement ; et elles n'imposent pas seulement de dénoncer les bureaucrates syndicaux, d'exiger que les organisations syndicales servent à ce pour quoi elles sont faites, c'est-à-dire à la défense indépendante des intérêts particuliers de travailleurs dans et par la lutte de classe ; mais elles rendent également nécessaire la construction d'une alternative politique qui soit à même

d'aider les travailleurs, l'immense majorité, à rompre réellement avec le capitalisme. Or la construction d'une telle perspective implique et suppose la construction d'un parti politique des travailleurs et des opprimés, un parti réellement communiste, donc révolutionnaire et internationaliste.

### **L'alternative n'est pas à chercher du côté du FSE...**

Nous avons montré dans le dernier numéro du Cri des travailleurs que le cadre et les dirigeants du Forum social européen (FSE) qui s'est tenu en région parisienne du 12 au 16 novembre étaient à l'opposé de toute véritable perspective de rupture avec le capitalisme, constituant au contraire une nouvelle sainte-alliance réformiste et collaborationniste. C'est ce que s'est attaché à dénoncer le tract recto-verso du Groupe CRI, diffusé à 10 000 exemplaires à l'entrée des réunions du

FSE et dans la manifestation de clôture du 15 novembre. Bien sûr, notre tract, très remarqué, n'a pas toujours été très apprécié par les organisateurs... Nos équipes de diffuseurs ont cependant pu discuter, à Paris-La Villette, à Saint-Denis, à Bobigny et à Ivry, avec des dizaines de jeunes et de militants qui participaient au FSE avec plus ou moins d'illusions selon les cas, mais qui ont bien souvent été intéressés par nos analyses, achetant parfois notre journal, même quand ils ne partageaient pas notre point de vue<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Nous sommes presque la seule organisation à avoir distribué aux participants du FSE un tract dénonçant le FSE, à la colère de certains organisateurs, mais aussi à l'opposé d'organisations comme LO ou le PT (et de bien d'autres plus petites), qui se sont contentées de snober les jeunes et les militants qui y participaient, manifestement parce qu'ils n'avaient tout simplement rien à leur proposer (cf. sur ce point Le Cri des

Le FSE proprement dit n'a pas connu un grand succès. Le nombre de participants n'a pas dépassé les espérances des organisateurs (moins de 40 000 entrées), et ceux-ci ont reconnu un important déficit financier, qu'ils ont expliqué par la forte présence de jeunes payant le tarif minimum. De fait, les participants français au FSE étaient, dans leur écrasante majorité, ou bien des jeunes (lycéens et étudiants pour la quasi-totalité) plus ou moins encadrés par les organisations, ou bien des militants politiques, syndicaux et associatifs expérimentés (avant tout CGT, FSU, SUD, PCF, LCR, sans oublier ceux du PS<sup>3</sup>). Quant aux étrangers, qui ont représenté sans doute un bon tiers des participants et sont venus en délégation, ils étaient pour la plupart des militants syndicaux et politiques, notamment d'extrême gauche, d'ailleurs beaucoup plus radicaux en général que les Français.

### **... le FSE, soutenu par tout le monde... mais boudé par le peuple !**

Autant dire que le FSE n'a pas rassemblé les masses prolétariennes, comme il fallait d'ailleurs s'y attendre, y compris parmi les habitants des villes participantes, malgré la propagande en sa faveur qu'ils ont dû subir pendant des mois au prix de leurs impôts. La manifestation du 15 novembre a certes rassemblé près de 100 000 personnes (selon les travailleurs n°8)... Notons également que, au cours de la manifestation du 15 novembre, l'organisation *La Commune* a distribué un bref communiqué disant simplement qu'il ne s'agissait pas d'humaniser le capitalisme, mais de le renverser, tandis que le *Courant communiste international* (courant « communiste de gauche » de tradition bordiguiste) distribuait un tract plus conséquent qui dénonçait en termes très justes le FSE, tout en exprimant l'orientation malheureusement « gauchiste » (au sens léniniste du terme), de cette organisation.

<sup>3</sup> Les syndicats ont participé, sous l'égide de la CES (Confédération européenne des syndicats), au Forum syndical européen, puis au FSE proprement dit. FO, sans mobiliser beaucoup ses militants, a cependant organisé un séminaire sur les retraites et un autre sur les normes internationales du travail. Bernard Devy, secrétaire confédéral qui venait de négocier l'accord régressif sur les retraites complémentaires avec le MEDEF, y a déclaré souhaiter « une meilleure répartition des richesses ». Marie-Suzanne Pungier, également secrétaire confédérale, prôna de son côté le « retour » à un « État solidaire »...

organiseurs), mais cela ne change pas réellement le diagnostic : le FSE parisien est resté très en deçà de ses grands frères de Gênes et de Florence, et a manifestement marqué un premier plafond dans le développement du mouvement altermondialiste parti de Seattle en 1999, et de mieux en mieux encadré par les forces politiques réformistes traditionnelles, notamment les syndicats, les PC (français, italien espagnol, scandinave...) et ATTAC — les « révolutionnaires » ou prétendus tels étant très minoritaires parmi les organisateurs et nourrissant le vain espoir de « rougir » le cadre du FSE tout en coexistant bien gentiment avec les bureaucrates réformistes...

Le caractère très mitigé du succès du FSE ne tient évidemment pas au manque d'informations des masses à son sujet ! Il a tout au contraire bénéficié d'une couverture médiatique incroyable : impossible d'allumer sa radio ou sa télévision, d'ouvrir son journal, sans être aussitôt bombardé d'informations sur les « séminaires », « forums » et autres « grands débats » de toutes sortes qui se tenaient au FSE, sans oublier naturellement les prises de parole de la coqueluche des médias, José Bové. Et ce n'est pas tout. Non seulement, comme nous le dénoncions dans notre dernier numéro et dans notre tract, le gouvernement Chirac-Raffarin a abondamment financé le FSE, mais encore le ministre de l'Éducation nationale Luc Ferry a royalement accordé aux enseignants la possibilité de ne pas assurer leurs cours pour s'y rendre, tandis qu'on a vu, à Saint-Denis ou Bobigny, des lycéens, stylo à la main, chargés par leurs professeurs altermondialistes, au mépris de toute déontologie, d'assister à des conférences, de remplir des questionnaires ou de mener enquête... Enfin, dans la classe politique, tout le monde s'est dit altermondialiste. On a appris du renégat Henri Weber que le si présidentiable Fabius en personne « prend très au sérieux l'altermondialisme »... De son côté, le chef économiste de la Banque mondiale, François Bourguignon, a expliqué que « la Banque mondiale partage sur le fond » le même objectif que le FSE (*La Tribune*, 13 novembre). Et le porte-parole du gouvernement Raffarin, Jean-François Copé, a indiqué : « Les préoccupations exprimées face aux enjeux de la mondialisation sont tout à fait légitimes » (*Libération*, 13 novembre). Enfin, rappelons que Chirac lui-même avait annoncé, peu avant le FSE, la mise en place d'un

groupe de travail pour réfléchir à un outil financier international — genre taxe Tobin — dans lequel Nikonoff, président d'ATTAC n'a pas hésité à s'engouffrer immédiatement...

Mais alors, faut-il considérer que le succès mitigé du FSE soit dû à une sorte de « récupération » du mouvement ? Les masses l'ont-elles snobé parce que, de Fabius à la Banque mondiale en passant par le si « généreux » gouvernement Chirac-Raffarin, une attention bienveillante s'est manifestée à l'égard du FSE ? En un sens, ce n'est pas faux. Cependant, il faut bien voir que cette « récupération » est le produit fatal de la nature même de l'altermondialisme et du Forum social réformiste. En effet, avant tout interclassiste, regroupement de bonnes volontés pour une « dynamique citoyenne », le mouvement altermondialiste peut aisément devenir un moyen pour la bourgeoisie de détourner les perspectives de la lutte de classe vers un humanisme vague, « citoyen » et « alter »<sup>4</sup>. Les partis de la gauche plurielle étant désormais discrédités après avoir montré à l'envi combien ils pouvaient mettre en place sans vergogne une politique de droite, tous les prétendus altermondialismes sont les bienvenus pour faire œuvre de soupe de sécurité, happant notamment bon nombre de jeunes, révoltés par le système et qui cherchent leur voie politique.

C'est justement pour cette raison que les principaux tenants de l'altermondialisme récuseraient la notion même de parti : il ne s'agirait pas que ces travailleurs et ces jeunes s'organisent politiquement, construisent leurs organisations révolutionnaires seules à même de combattre réellement le système, qui est quant à lui très organisé en face d'eux. Patrick Braouezec, député et maire PCF de Saint-Denis, exhorte ainsi à « échanger des expériences, constituer des réseaux de résistance, penser des alternatives à gauche »<sup>5</sup> et

<sup>4</sup> « Humanisme » est d'ailleurs un mot sans doute excessif quand on sait que la vice-président d'ATTAC, Susan George n'avait pas hésité à remercier Bush pour sa boucherie afghane, en déclarant : « Je me suis trompée quand j'ai critiqué les bombardements américains sur l'Afghanistan (...) Cela valait la peine de le faire pour se débarrasser des talibans. Je tiens à remercier George Bush, il a montré qu'il était possible d'atteindre les terroristes et leurs ressources » (*Courrier international*, 17-23 janvier 2002).

<sup>5</sup> 4-pages « Saint-Denis souhaite la bienvenue au Forum social européen ».

à abandonner la « forme parti » propre selon lui aux XIXe et XXe siècles...

### Et du côté de la LCR, de LO, du PT ?

Faut-il alors se tourner, pour trouver la voie de l'alternative politique, donc du parti, vers les organisations qui se réclament encore du socialisme et de la révolution ?

#### *La LCR 100% altermondialiste...*

La LCR a joué un rôle important dans l'organisation du FSE, où elle s'est efforcée d'investir la plupart de ses 2700 adhérents. Pour l'occasion, elle a diffusé chaque jour un supplément quotidien de huit pages à *Rouge*, supplément tiré à chaque fois à 35 000 exemplaires et diffusé gratuitement (à titre de comparaison, rappelons que *Rouge* hebdomadaire, qui tire officiellement à 6 000 exemplaires, est vendu en réalité péniblement à moins de 3 000 selon nos informations, les militants de la LCR eux-mêmes étant très peu nombreux à trouver ce journal intéressant — et on les comprend, tout en s'étonnant que si peu en tirent les conséquences...). Autant dire que la LCR a « mis le paquet » pour se faire connaître des participants du FSE. Nous n'aurions évidemment rien à objecter à cela, s'il s'était agi d'aider ainsi à la construction d'une véritable organisation communiste révolutionnaire. Mais tel n'a absolument pas été le cas.

En effet, la ligne de la LCR au FSE est assez bien résumée par Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, qui ne dit finalement pas autre chose que Braouezec, quand il déclare lors d'un forum : « *Les associations, les mouvements sociaux doivent rester la colonne vertébrale du mouvement contre la mondialisation libérale.* » D'ailleurs, « Olivier » a été « très applaudi » pour cette intervention, nous apprend le *Rouge quotidien* spécial FSE du 15 novembre... Dans le même journal, la LCR explique à ses lecteurs qu'« être révolutionnaire, c'est vouloir changer ce monde ». Autant dire que les organisateurs du FSE, qui disent tous vouloir « un autre monde », sont des révolutionnaires, ou tout comme... Dès lors, pourquoi serait-il nécessaire de s'en démarquer politiquement, sauf sur le mode de la nuance ? La LCR précise : il s'agit d'« aider aujourd'hui au développement d'une gauche radicale dans les luttes et dans les urnes ».

Diabole ! Tout un programme... Quant à la « Quatrième Internationale », dont la LCR se dit la section française, elle devient « un regroupement international de révolutionnaires ». On n'en saura pas davantage. Mais on comprend pourquoi, lors de son dernier congrès, la LCR a abandonné dans ses statuts la référence à la dictature du prolétariat : le pouvoir de la majorité sur la minorité, la démocratie des soviets, voilà une perspective qui devenait gênante pour une ligne résolument altermondialiste qui ne voit que des nuances entre les réformistes et les « révolutionnaires ». Mieux vaut rester sagement « 100% à gauche » pour attirer tout ce qui bouge, le « mouv » quoi.

*... et 35 000 fois menteuse*

En revanche, *Rouge* est bien plus disert quand il s'agit... de mentir éhontément à ses 35 000 lecteurs et à ses propres militants. Car le *Rouge* quotidien du 14 novembre a propagé à 35 000 exemplaires un mensonge éhonté, tout à fait révoltant de la part d'un journal et d'une organisation qui se disent révolutionnaires. On peut y lire, en dernière page, une interview de Joao Machado, présent en France à l'occasion du FSE, qui est l'un des dirigeants de l'organisation-sœur de la LCR au Brésil, le courant Démocratie socialiste (DS) du Parti des travailleurs qui est actuellement au gouvernement. La rédaction de *Rouge* prétend en manchette que DS « participe, aux côtés des mouvements sociaux, aux mobilisations contre la dérive droitière du gouvernement ». Premier mensonge, par omission : la rédaction de *Rouge* ne rappelle pas que, dans ce gouvernement de Lula siège un dirigeant de DS, Rossetto, ministre de la réforme agraire ! Bien sûr, elle révèle encore moins la véritable politique de ce gouvernement et de Rossetto en particulier, qui est bien pire qu'une simple « dérive droitière » (sur ce point et la manière dont la direction de la LCR couvre DS en tronquant les faits, cf. déjà le précédent numéro du *Cri des travailleurs*).

Mais ce n'est pas tout. Sans être rectifié par la rédaction de *Rouge*, Machado déclare (répétant, cette fois par écrit, ce qu'il avait déclaré lors d'un meeting de la LCR le 6 novembre) : « *La menace de la majorité [c'est-à-dire du courant de Lula, NDR] d'exclusion du PT quatre parlementaires, membres de la tendance Démocratie socialiste (DS),*

*apparaît d'autant plus absurde. Il s'agit de trois députés ayant voté contre la réforme des retraites à la Chambre des députés, et de la sénatrice Heloisa Helena, qui a annoncé qu'elle voterait contre. Il faut y ajouter le député Walter Pinheiro, également membre de DS, qui s'est abstenu lors du premier vote, a voté contre lors du deuxième, et a déjà été puni de soixante jours de suspension (...).* » Lisant ces lignes, tout lecteur normal, et notamment un participant lambda du FSE qui ne lit pas les journaux brésiliens, en conclut que les députés de DS se sont courageusement opposés à la réforme des retraites de Lula, n'hésitant pas à risquer de lourdes sanctions pour respecter la volonté populaire — et, réciproquement, que les députés qui se sont opposés à cette réforme sont tous membres de DS. Dès lors, ne faut-il pas rejoindre une organisation qui se bat correctement contre le gouvernement bourgeois de Lula, qui a des députés et qui, en France, est assez puissante pour tirer pendant plusieurs jours un journal quotidien, gratuit à 35 000 exemplaires ?

Or Machado trompe délibérément ses lecteurs. En réalité, *aucun député de DS n'a voté contre la réforme des retraites de Lula lors du premier vote !* Et les trois seuls députés du PT qui aient voté contre dès le premier vote n'appartiennent pas au courant DS, mais à d'autres courants du PT (Baba, membre du courant *Convergence socialiste des travailleurs*) ou à aucun courant (Luciana Genro et João Fontes). En réalité, lors du premier vote, les députés de DS ont les uns voté pour la réforme (c'est le cas de six d'entre eux, sans compter les six autres élus avec eux sur la liste « *Un autre monde est possible, un autre Brésil est urgent* ») et les autres se sont abstenus (c'est le cas de deux d'entre eux, dont l'un a finalement voté lui aussi pour la réforme lors du deuxième vote, par crainte de sanctions, tandis que l'autre Walter Pinheiro, votait finalement contre). Quant à Heloisa Helena, elle est bien sénatrice de DS, mais c'est contre l'avis de la direction de DS et de ses collègues députés qu'elle s'est battue corps et âme contre cette réforme, subissant les pressions et les menaces de la part de la direction du PT et ne recevant en fait guère de soutien de la part de ses propres camarades de DS, contrairement à ce que fait croire *Rouge*.

Certes, on peut être en désaccord avec les analyses que nous avons



publiées notamment dans notre dernier numéro : c'est le cas de certains militants de la Ligue avec qui nous discutons — même s'il faut noter que la quasi-totalité d'entre eux se disent contre la participation de DS, à travers son ministre Rossetto, au gouvernement de Lula (ce qui ne veut malheureusement pas dire qu'ils engagent un combat politique sur cette question fondamentale dans leur propre organisation...). En revanche, est-il acceptable, pour les militants de la LCR et les lecteurs de *Rouge*, que la direction de la LCR pousse sa couverture de la politique de DS, de Rossetto et de Machado jusqu'à mettre son journal à la disposition de leurs mensonges éhontés ?

Décidément, ce n'est pas de ce côté-là, ce n'est pas du côté de ces « altermondialistes » qui, dans la pratique, sont les députés-suppléants de Lula, voire ministre de ce gouvernement bourgeois, ce n'est pas du côté de la LCR qui couvre et cautionne la politique de ses camarades brésiliens, qu'il faut chercher la voie de l'alternative politique révolutionnaire.

*LO n'a toujours rien à proposer...*

De son côté, Lutte ouvrière fait miroiter aux lecteurs de son journal et à ses militants le grand soir et les lendemains qui chantent, sans avancer la moindre proposition concrète d'action, d'organisation, de mobilisation, elle qui s'est refusée pendant tout le mouvement de mai-juin à parler de la nécessité de la grève générale interprofessionnelle. La plupart des éditoriaux d'Arlette Laguiller, et bon nombre d'articles du journal *Lutte ouvrière*, se terminent en queue de poisson par un bien flou « un jour, cela changera », en gros les travailleurs se réveilleront, feront bien peur au patronat, qui sera obligé de faire quelques concessions. « *[Le monde du travail] pourrait bien finir par mordre la main qui s'efforce de lui faire avaler ces pilules amères* », écrivait par exemple Arlette Laguiller le 10 octobre 2003. Et d'ici là ? Quelles luttes, quel programme ? C'est ce que l'on n'apprendra pas...

*... qu'un accord purement électoral avec la LCR*

De fait, c'est bien cette absence totale de perspective politique et de mots d'ordre de transition qui ressort dans toute sa splendeur des tractations entre LO et LCR et finalement de

l'accord électoral conclu entre elles. « Électoral », l'accord l'est en effet, il n'est même que cela. À aucun moment, dans leurs échanges de correspondance (publiés notamment dans *Lutte de classes* n°75 d'octobre 2003), dans les articles consacrés à ce sujet dans leur presse, n'est intervenue une véritable *discussion politique* qui aurait pu déboucher sur un *programme* précis, fondé sur la méthode de la transition, défendant des revendications concrètes, à drapeau socialiste déployé. Au lieu de cela, on les a vues se quereller pour de médiocres et mesquines questions politiciennes (qui sera tête de liste ? comment se répartir les régions ?...). De fait, il n'était pas facile de concilier la ligne « altermondialiste » à tout crin de la LCR (à juste titre réprouvée par LO) à l'attentisme de LO, qui refuse même de mener campagne contre le projet de Constitution européenne, malgré les demandes légitimes de la LCR en ce sens. Au bout du compte, on peut s'attendre à un néant de revendications, à part l'« exigence » d'une bien vague « interdiction des licenciements », dont on se demande si elle va pouvoir être obtenue par une loi que le Parlement de la Ve République voudra bien accorder aux travailleurs, s'ils « se fâchent » un peu, comme dirait Olivier Besancenot. En attendant, LO et LCR ne proposent rien aux travailleurs, et semblent se contenter de vouloir renouveler un résultat analogue à celui du 21 avril. Il est probable que de nombreux travailleurs et jeunes votent cependant pour cette liste, afin d'exprimer leur attente d'une véritable alternative politique à la droite et à la gauche plurielle. Mais LO et la LCR n'ont pas la moindre intention de rassembler et d'organiser ces travailleurs et ces jeunes dans et par la lutte de classe sur un programme politique clair se donnant l'objectif de la conquête du pouvoir. C'est tellement plus agréable de rester entre soi comme depuis toujours (LO) ou de fricoter avec les réformistes, là aussi comme depuis toujours (LCR)...

*Le PT, toujours plus loin dans le républicanisme petit-bourgeois et nationaliste*

Quant au Parti des travailleurs... On connaissait son fameux mot d'ordre pour la « reconquête de la démocratie » : quelle démocratie ? Celle de la « République une et indivisible », celle qu'incarne la belle statue de la Place de la République à

Paris, et dont le PT a mis la photo à la une de son journal en septembre et sur ses affiches appelant à sa manifestation du 20 septembre dernier. En un mot, le PT défend la République érigée par la bonne bourgeoisie française au temps où elle n'était pas encore « européenne » ! Maintenant, le PT va toujours plus loin dans sa fuite en avant républicaine petite-bourgeoise et nationaliste. Il s'agit pour lui de rester « *sur le terrain classique de la démocratie* » (!!) et de faire passer le « *message politique clair* » suivant : présenter des listes aux élections cantonales pour défendre le « *triptyque classiquement républicain : la République une et indivisible, le département et la commune* » (*Informations Ouvrières* n°615, 12 novembre 2003). Il s'agit même carrément de défendre la « *souveraineté de la nation* » menacée par l'Union européenne (*ibid.*) ! Un candidat du PT aux cantonales déclare au sujet d'Alstom : « *La mise sous tutelle du gouvernement Chirac-Raffarin au nom des critères de Maastricht est inacceptable.* » Ainsi le gouvernement français serait-il — pauvre de lui — un gentil pantin entre les doigts crochus de l'Union européenne... Et Jean-Charles Marquiset, chef de file du prétendu « courant » soi-disant « communiste » du PT, de faire croire sans rire aux militants (à des fins de manipulation interne), que le combat du PT sur de telles bases pour le « non » à la Constitution européenne est rien de moins que « *la poursuite du combat ouvert par la grande révolution d'Octobre 1917 contre le capital* » (*IO*, n°614, 5-11 novembre 2003). Le combat pour défendre la République bourgeoise et la souveraineté de la nation impérialiste s'inscrirait ainsi dans la continuité de son contraire, la révolution prolétarienne socialiste ! Quelle bonne blague !

Complètement délaissé par les médias et n'ayant donc plus grand-chose à se mettre sous la dent pour alimenter auprès de ses lecteurs et militants le mythe du grand « complot » contre lui, le PT se console en répétant numéro après numéro qu'un journaliste de France inter l'aurait récemment qualifié d'« *inquiétant* » (à vrai dire, il n'aurait rien dit de plus méchant, puisqu'*IO* ne nous dit rien de plus...) ... « *Inquiétant* », le PT ? Vraiment, la bourgeoisie avait-elle de quoi « s'inquiéter » lorsqu'elle a vu le PT défilé en défense de la République le 20 septembre dernier avec ses amis

maires « de toutes tendances » « ceints de leurs écharpes » tricolores et gonflant la poitrine sous ces oripeaux fort respectables ? A-t-elle de quoi s'inquiéter lorsque le très officiel rapport du Comité directeur du PT, préparatoire au prochain Congrès, nous informe comme l'un des plus beaux succès de l'année écoulée le fait qu' « un maire s'est abonné pour 12 numéros » au journal *Informations ouvrières* ? Soyons-en assurés, la lutte de classe et la construction d'un parti révolutionnaire pour mettre à bas le système capitaliste ont fait là un grand pas ! Avec une telle politique on ne s'étonne qu'à moitié du passage suivant, relevé dans ce même rapport du Comité directeur — comme aiment à dire les rédacteurs d'*IO*, « ce n'est pas nous qui le disons » : cette année, écrit la direction du PT en un lapsus qui pourrait exprimer une sorte de doute inconscient d'une partie des militants du PT confrontés à la politique de plus en plus délirante de Lambert-Gluckstein, le journal *Informations ouvrières...* a connu « des améliorations inconstables ». Sur ce point, nous sommes d'accord !

Mais jusqu'où cette orientation conduira-t-elle le PT ? Jusqu'où ira-t-il dans son flirt poussé avec une fraction de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie ? On peut se le demander lorsqu'on apprend dans *IO* n°614 du 5 novembre (p. 7) que, au nom de la défense des communes dans le cadre de la défense de la République, le PT n'a pas hésité à soutenir et à organiser de fait, avec ses nouveaux amis « républicains », une réunion de maires parmi lesquels figuraient en bonne place, à la tribune s'il vous plaît, rien de moins que... deux députés-maires de l'UMP, « Mme Polletti et M. Warsmann », comme les appelle respectueusement *IO*. Le « correspondant d'*IO* » qui a signé l'article, tout en soulignant que « le député Warsmann fit un étincelant plaidoyer pour la commune », écrit que « de nombreux participants déplorèrent que les réponses aux questions posées, notamment sur le maintien des communes, des cantons, des départements et de la nation n'aient pas été apportées par les parlementaires ». En somme, les députés de l'UMP seraient un peu trop timorés pour défendre les communes et la nation, et le rôle du PT serait de les rappeler à l'ordre... Vraiment, le PT défendant la nation avec des députés de l'UMP, voilà bien de quoi « inquiéter » la bourgeoisie !

### **Comment faire concrètement aujourd'hui pour aller vers la construction d'un parti communiste révolutionnaire internationaliste ?**

La LCR, LO et le PT, les trois seuls partis d'envergure nationale à se réclamer encore de la lutte de classe et du socialisme, refusent donc de tracer une perspective politique pour la classe ouvrière, alors même qu'une partie significative de celle-ci, de son avant-garde et de la jeunesse se sont tournées vers eux aux dernières présidentielles et voteront sans doute encore massivement pour les listes LO-LCR au printemps prochain.

Pourtant, après des années d'alternance gouvernementale entre la droite et la gauche plurielle, l'une et l'autre au service exclusif du grand capital, le besoin d'une alternative politique est un besoin objectif pour les travailleurs. Dans leur masse, les travailleurs n'ont plus d'illusions dans le PCF et le PS, et on a vu qu'ils n'en ont pas davantage dans le mouvement « altermondialiste », où ils n'ont guère de mal à reconnaître que dominent les mêmes, ou à peu près.

Les militants marxistes révolutionnaires ne peuvent se raconter d'histoires : il y a aujourd'hui, en France et dans le monde, une crise profonde du mouvement ouvrier, c'est-à-dire à la fois, de manière indissociable, des *organisations* syndicales et politiques traditionnelles de la classe ouvrière et de la *conscience de classe* (des idées socialistes, communistes et révolutionnaires). Cette crise est l'effet combiné de la contre-offensive générale de l'impérialisme contre les acquis des travailleurs et des peuples, contre-offensive commencée à la fin des années 1970, et appuyée par la social-démocratie et les bureaucraties syndicales réformistes traditionnelles, d'une part ; et de la crise ouverte, puis de l'effondrement de l'URSS, de ses satellites et des partis communistes partout dans le monde, d'autre part. En France, en particulier, le PS est devenu carrément un parti bourgeois analogue, toutes choses égales par ailleurs, au parti démocrate américain (c'est-à-dire tout en gardant par son passé des liens avec les appareils syndicaux), suite à l'abandon de toute référence ouvrière et socialiste et à des années de gestion directe du capitalisme par la mise en œuvre non pas de réformes, mais de contre-réformes ; et le PCF, historiquement condamné en tant que tel comme tous les ex-partis staliniens, et qui a vu sa chute s'accélérer par sa

participation loyale à cinq ans de gouvernement Jospin réactionnaire préparant le retour de la droite, est dans la phase ultime de sa décomposition.

Or cette situation de décomposition des organisations et de la conscience de la classe ouvrière — situation certes difficile — n'est pas exploitée par les organisations ouvrières qui se sont formées contre la social-démocratie et le stalinisme, à commencer par les organisations qui se réclament du « trotskysme » : LO, la LCR et le CCI-PT en France sont marqués au sceau de la sclérose, du crypto-réformisme et de l'incapacité ou du refus d'occuper le terrain libéré par la rupture des travailleurs d'avec le PS et le PCF. Ces organisations, malgré l'audience réelle qu'elles ont et l'influence qu'elles auraient si elle le voulaient vraiment, refusent de se présenter aux yeux des masses comme porteuses d'un programme politique clair, communiste, révolutionnaire et internationaliste, qui fasse des travailleurs eux-mêmes les prochains *candidats au pouvoir*. Et c'est parce qu'elles refusent d'afficher haut et fort cette perspective qu'elles sont incapables de proposer des mots d'ordre concrets, transitoires, pour la mobilisation immédiate des travailleurs contre la politique du gouvernement...

Pourtant, la crise générale du mouvement ouvrier et donc de la conscience de classe, si elle affaiblit certes la capacité de résistance de la classe ouvrière confrontée aux attaques de la bourgeoisie, crée cependant, en même temps, une situation inédite, où les travailleurs et notamment les jeunes générations ne sont plus captés dès leur éveil politique par les réformistes du PS et du PCF, ces « lieutenants bourgeois de la classe ouvrière » (Lénine). Dès lors, ils sont beaucoup plus aisément accessibles qu'autrefois pour les organisations communistes révolutionnaires authentiques : celles-ci ne sont plus exclues de leur propre classe et rendues impuissantes par l'hégémonie social-démocrate et stalinienne ; l'occasion leur est offerte de faire leur preuve, c'est-à-dire de partir résolument, par la théorie et la pratique de la lutte des classes, à la conquête de la conscience de classe des masses.

Le refus de la LCR, de LO et du PT d'avancer une perspective politique de classe n'est nullement le produit de leur faiblesse numérique ; c'est le contraire. Il suffit de regarder

comment les partis ouvriers se sont construits à la fin du XIXe siècle et au début du XXe (aussi bien le Parti social-démocrate allemand que le Parti ouvrier français, le POF marxiste en France, ou encore le parti bolchevik en Russie) pour comprendre qu'il est tout à fait possible pour une organisation de quelques milliers de membres de devenir une grande organisation à audience de masse pour peu qu'elle sache, avec un programme révolutionnaire de transition, exploiter au mieux la situation objective. Au contraire, ni LO, ni la LCR, ni le PT n'ont essayé d'occuper jusqu'à présent le terrain qui s'est ouvert de manière éclatante « à gauche » le 21 avril 2002, se contentant chacun à sa manière de poursuivre sa politique opportuniste et/ou attentiste de toujours.

Il ne s'agit certes pas de prétendre que, aujourd'hui, l'heure serait venue pour la classe ouvrière d'en finir avec le régime politique, c'est-à-dire de partir à l'assaut de l'État bourgeois. Les militants et les petits groupes qui le pensent ne font que payer le prix d'une impatience « spontanéiste » et du rêve de raccourcis qu'engendre nécessairement l'absence de toute alternative politique organisée. La situation n'est évidemment ni révolutionnaire, ni pré-révolutionnaire en France. Il est donc nécessaire que tous les petits groupes et militants qui s'efforcent de maintenir vivante la flamme du marxisme révolutionnaire et du trotskysme en dehors des trois vieilles maisons de la LCR, de LO et du CCI-PT, notamment ceux, les plus nombreux, qui ont été formés dans les années 1970, sachent rompre avec les phrases toutes faites et les schémas sclérosés du vieux « trotskysme » officiel — qu'il s'agisse de cette si

mauvaise habitude prise sous Pompidou et Giscard, mais depuis longtemps déconnectée de la réalité concrète et de l'état d'esprit des masses, d'en appeler à un « gouvernement PS-PCF » pour rompre avec la bourgeoisie — ou qu'il s'agisse de la croyance en une aspiration « spontanée » des masses à mettre à bas le régime, la Ve République, l'État bourgeois et *tutti quanti*.

Rien ne peut aujourd'hui se substituer à la nécessité pour les groupes et militants marxistes dont l'objectif est de construire un nouveau parti communiste révolutionnaire internationaliste des travailleurs, d'élaborer leurs propres analyses et orientations actuelles et vivantes, en partant des revendications et aspirations des travailleurs conscients. Il ne s'agit pas de donner à ceux-ci l'objectif — à juste titre discrédité à leurs yeux — de porter le PS et le PCF au pouvoir ; il ne s'agit pas non plus d'avoir l'objectif insensé d'ouvrir ici et maintenant une crise révolutionnaire qui n'est pas à l'ordre du jour et qui ne le sera pas du jour au lendemain ; mais il s'agit d'abord et avant tout, d'aider les travailleurs et les jeunes à rompre avec l'idéologie bourgeoise dominante qui gangrène la conscience de tout le monde dans les sociétés capitalistes et, de manière indissociable, de guider concrètement leur combat politique quotidien contre le patronat et les gouvernements successifs, pour leur apprendre à devenir des militants marxistes révolutionnaires intervenant concrètement dans la lutte de classe, pour les aider ainsi à trouver, selon des formes et des délais variables, la voie du programme communiste révolutionnaire.

**Laura Fonteyn  
et Ludovic Wolfgang**  
avec la collaboration  
de Frédéric Traille

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT ?

**Vous vous retrouvez dans ce journal, vous voulez en discuter ?**

**ALORS CONTACTEZ-NOUS : 06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr)**

**LES ENSEIGNANTS REFUSENT LA DUPERIE DU « GRAND DÉBAT SUR L'ÉCOLE »**

*Pendant que les dirigeants de leurs syndicats participent au « grand débat sur l'École » par lequel le gouvernement essaie d'associer ces derniers à la préparation de ses prochaines contre-réformes, l'avant-garde des enseignants qui se sont massivement mobilisés par la grève en avril-juin 2003 n'est pas dupe. C'est ce que montrent, parmi tant d'autres, les deux motions suivantes, émanant d'assemblées générales d'établissements fortement mobilisés au printemps dernier, et que nous publions ici à titre d'information (leur formulation n'engage donc pas notre responsabilité).*

**MOTION DES ENSEIGNANTS DU COLLÈGE GEORGES-ROUAULT DE PARIS XIXe (25/11)**

## « Grand débat sur l'École : pourquoi nous refusons le cadre proposé »

Est-il besoin de préciser que notre refus de cette parodie de consultation n'est en aucune façon une marque de désintérêt face aux problèmes importants que connaît le système scolaire ?

Rappelons simplement quelques points :

- Avant le train de réformes du premier semestre 2003, aucune concertation n'avait eu lieu avec les personnels de l'Éducation nationale.

- Le mouvement de grève qui aura duré trois mois, le plus important qui ait jamais eu lieu dans ce secteur de la société, n'a rencontré que la brutalité et la surdité gouvernementales.

- En même temps que ce débat est annoncé et organisé, une politique effective se poursuit :

- 13 000 emplois supprimés dans l'enseignement secondaire ;
- suppression programmée des titulaires-remplaçants, déjà affectés sur des postes à l'année ;
- restriction des postes aux concours...

De plus, à qui fera-t-on croire qu'une réforme du système scolaire puisse se voir coupée d'une société où les difficultés sans nombre s'accumulent ?

*Dans ce cadre, le débat sur l'école nous apparaît comme une supercherie.*

Plusieurs éléments le confirment :

- la composition de la commission Thélot ;

- le manque d'objectivité de ses membres, qui continuent à exposer leurs idées alors que le débat est en cours ;

- le type de questions posées. Outre le fait que nous n'avons pas été consultés, les interrogations sont formulées de telle sorte qu'elles induisent des réponses conformes aux vœux gouvernementaux (un exemple : « Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'État et des collectivités territoriales ? »

question 18, qui induit la décentralisation dont le principe a déjà été voté) ;

- les fiches-supports seront traitées grâce à un système de crible fonctionnant avec des mots-clés ;

- le temps imparti, les délais imposés, la période choisie, les thèmes arrêtés, tout montre que cette grande consultation n'est que poudre aux yeux.

**La conclusion est facile à tirer : tout est fait d'avance, les dés sont pipés, il s'agit une fois encore d'une vaste opération de communication, une tentative de détournement du débat démocratique.**

D'ailleurs, M. DARCOS, ministre délégué à l'enseignement scolaire, vend la mèche : « *La lourdeur de la gestion du personnel peut être combattue par une meilleure*

*organisation des options et la bivalence, ce qui implique des réformes complexes, et le ministère s'interroge sur le fait de savoir s'il ne vaut pas mieux attendre que le grand débat sur l'éducation n'amène naturellement à poser ces questions de façon concrète.* » (28 octobre 2003, à l'Assemblée nationale devant la commission des finances). Autrement dit : *laissons les gens parler et espérons que ce que nous avons décidé par avance sortira des réunions.*

Plus grave : en même temps qu'éclatait la tartuferie, dans la même enceinte, les objectifs gouvernementaux étaient déclinés : autonomie des établissements (ce qui implique des disparités liées au contexte social, une dislocation du caractère national de l'éducation), bivalence au collège [*la bivalence est le fait pour un professeur d'être chargé d'enseigner deux matières différentes, par exemple le français et l'histoire-géo, NDR*], disparition des statuts des enseignants datant de 1950, gestion comptable du système scolaire — pour n'évoquer que quelques-unes des questions posées.

Voici la lettre que les personnels du lycée Claude Monet avec les sections syndicales FSU, FO, SUD adressent aux parents et aux élèves, et qu'ils liront lors de la première réunion de "débat" en début de séance avant de quitter la salle. »

## MOTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU LYCÉE CLAUDE-MONET DU HAVRE (25/11)

**« Un "débat" truqué dont les conclusions sont déjà tirées.**

Pendant des semaines, les personnels de l'Éducation Nationale ont fait grève l'an dernier, manifesté, interpellé les ministres... et n'ont pu se faire entendre. Aujourd'hui, les ministres prétendent libérer la parole en organisant un "grand débat sur l'éducation". Il s'agit selon leurs propres termes d'aboutir à "*un diagnostic partagé*", autrement dit à un consensus sur une future loi d'orientation sur l'École et de nouvelles réformes.

Les personnels ouvriers et techniciens de service (TOS) sont exclus du débat.... Débat ou non, le gouvernement a décidé de les exclure de l'Éducation Nationale en maintenant sa politique de

décentralisation et de transfert des personnels aux collectivités territoriales. Il vient d'accepter en outre un amendement au Sénat autorisant le transfert de la médecine scolaire, alors qu'il s'est engagé en juin à y renoncer.

Ce "grand débat" porte sur 22 sujets, 2 par établissement. Chacun peut noter le caractère très orienté des questions posées. Exemple : "*L'efficacité de l'école exige-t-elle plus de décentralisation?*" Autre exemple : "*Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves?*", question à mettre en rapport avec la volonté du gouvernement de transférer les conseillers d'orientation aux collectivités territoriales et de confier une partie de leurs tâches aux professeurs.

**Ce débat est truqué; ses conclusions sont déjà données d'avance. Nous exagérons?**

Il suffit de lire le rapport écrit par le député J.-Y. Chamard, sur le budget de l'Éducation Nationale et les déclarations faites à la commission des finances de l'Assemblée Nationale par les ministres Ferry et Darcos et leurs amis politiques, pour connaître la stratégie du gouvernement et les grandes lignes de sa future réforme. (pour vérifier, voir site [www.assemblée-nat.fr/12/budget](http://www.assemblée-nat.fr/12/budget)). Le "grand débat" servira d'alibi : "***Le grand débat national doit permettre un état des lieux précis, mais ne doit pas préjuger des solutions qui seront finalement retenues dans la loi de programme.***" (P. Auberger)

Le rapport Chamard commence par ce titre éloquent: "*Chapitre premier: L'urgence de la réforme. I- Le système scolaire accapare une part croissante de la richesse nationale*". Commentaire de Ferry: "*Le véritable levier (de cette réforme), c'est l'autonomie des établissements, qui peut leur permettre de disposer d'un budget global, d'une fongibilité des lignes de crédits et aussi d'une marge d'autonomie sur les programmes de 10 à 15%. Il n'est pas possible d'imaginer passer une telle réforme en force*".

Autres citations: "*D'autres champs d'économie sont possibles dans l'éducation. Certains passent par la redéfinition des services, par le développement de la bivalence, l'annualisation des services et la rationalisation des offres de formation, notamment pour les petits diplômés.*" (Ferry)

"*Il faut résoudre la question des classes à faibles effectifs, par exemple en STI, littérature ou langue allemande. Quel montant d'économies pourrait-on faire si l'on y remédiait!*" (P. Auberger)

"*Concernant la relation entre les effectifs des classes et le niveau des*

*résultats, il semble que cela ne donne des résultats probants que pour les élèves en grande difficulté; ceux qui se situent dans la moyenne ne voient pas leurs résultats significativement améliorés par la réduction du nombre d'élèves par classe. Par ailleurs, on constate dans de nombreuses régions une surcapacité des établissements*" (P. Méhaignerie).

*Comme les déclarations de nos ministres le démontrent, ce "débat" est destiné à donner un habillage et un consentement "démocratiques" à une politique de destruction de l'École publique. Ils ne s'occupent pas de l'École, mais d' "économies". En accusant enseignants et élèves d'"accaparer... la richesse nationale", ils les font passer pour des voleurs d'argent public.*

Ils ont déjà décidé du contenu de leur future réforme et veulent pouvoir se réclamer de l'opinion des Français. Les propos qu'ils tiennent entre eux sont clairs: *il s'agit de diminuer brutalement dès l'an prochain le budget consacré à l'Éducation Nationale; il s'agit de la démanteler morceau par morceau en la transférant aux régions et de mettre en*

*pièces les statuts nationaux, les programmes nationaux et les diplômes nationaux qui seuls garantissent aux élèves le bénéfice du même droit à l'éducation sur tout le territoire de la République. Il s'agit d'une politique générale de destruction des services publics.*

Cette politique, les élèves et les enseignants du lycée Claude-Monet en ont déjà un avant-goût quand on voit par exemple la considérable dégradation qu'a subie depuis 3 ans l'enseignement des langues: des groupes de langues surchargés ne bénéficiant plus que de 2 heures de cours par semaine (au lieu de 3 heures avant la réforme Allègre), des options de langues rares fragilisées voire menacées... pendant que le lycée privé St Joseph vient de bénéficier avec les fonds publics de l'ouverture d'une section internationale d'une douzaine d'élèves.

*L'Assemblée générale des personnels du lycée Claude Monet du Havre du 25 novembre 2003, avec leurs sections syndicales FSU, SN-FO-LC, SUD. »*

---

## LES ÉTUDIANTS REFUSENT LES RÉFORMES LANG-FERRY CONTRE L'UNIVERSITÉ

Un mouvement de grève des étudiants est parti de l'Université Rennes-II le 5 novembre et touchait fin novembre une vingtaine d'universités. Des Assemblées générales de centaines et, pour les plus mobilisées, de 1000 à 3000 étudiants selon les cas, se sont tenues, reprenant toutes les deux mots d'ordre suivants: *abrogation des décrets ECTS-LMD et retrait définitif du projet de loi sur l'autonomie des universités.*

Les décrets ECTS-LMD ont été signés par Jack Lang en avril 2002 et sont appliqués, faculté par faculté, par les conseils d'administration. Leur objectif est de remplacer, au nom d'une pseudo-« harmonisation européenne », les diplômes nationaux par des diplômes locaux et individualisés. De son côté, le projet de loi sur l'autonomie des universités, élaboré par Luc Ferry au printemps et suspendu une première fois pour éviter que les étudiants ne rejoignent massivement les travailleurs en lutte, vient compléter ce dispositif en aggravant l'autonomie de gestion des

universités: gestion d'un budget global, liberté de fixer les droits d'inscription, etc. (*Sur ces réformes, cf. Le Cri des travailleurs n°5-6, juin-juillet 2003.*)

Le mouvement étudiant est bien plus fort qu'en mai-juin. Un plus grand nombre d'universités est mobilisé. Deux « journées d'action », à l'appel des syndicats étudiants (UNEF, SUD, FSE-Solidarité Étudiante !, CNT), ont rassemblé des milliers de manifestants le 20 et surtout le 27 novembre. À l'heure où ces lignes sont écrites (2 décembre), six facultés (Rennes-II, Nantes, Caen, Tolbiac-Paris I, Paris-XIII, Angers Lettres et Sciences) sont réellement en grève: suspension de tous les cours par le blocage de la faculté organisé par les étudiants grévistes, les piquets de grève permettant aux étudiants de participer aux AG, de s'informer, de s'organiser, et de manifester. À Toulouse-le-Mirail, une AG de 1000 étudiants réunie à l'initiative de l'AGET-FSE vient de voter la grève à une majorité écrasante (plus de 900

pour, 10 contre et 30 abstentions) et la mise en place de piquets de grève « filtrants ». Par ailleurs, une quinzaine d'universités ont voté la grève, bien que celle-ci n'y soit pas effective.

## Crise du syndicalisme étudiant

Cependant, l'ampleur de cette mobilisation reste limitée. Très vraisemblablement, contrairement à ce que croient certaines organisations et certains militants qui prennent leurs rêves pour des réalités, nous ne sommes pas à la veille d'un mouvement comparable à celui de 1986. La crise du syndicalisme étudiant, provoquée par des années de collaboration des deux Unef, puis de l'Unef soi-disant réunifiée depuis 2001, avec les gouvernements successifs et avec les présidents d'université dans le cadre de la cogestion, est trop profonde. Aujourd'hui, la quasi-totalité des étudiants n'est pas syndiquée et n'a aucune expérience de lutte. La plupart des étudiants ne sont même pas au courant des réformes dont ils sont les premières victimes, car il n'y a pas de syndicat national de lutte qui les en ait informés depuis leur publication en avril 2002, ce travail n'ayant été effectué (à des degrés divers) que par de très petits syndicats, la FSE-*Solidarité Étudiante!* (fondée en juillet dernier), SUD et la CNT, qui comptent à eux trois un maximum de 400 militants. Quant à l'Unef, qui s'est refusée à informer réellement les étudiants jusqu'en cette rentrée universitaire, elle est devenue pour l'essentiel une structure extrêmement faible : bien sûr, son pouvoir de nuisance est encore grand, du fait de ses moyens et de ses positions institutionnelles : rappelons-nous qu'elle a refusé de s'opposer au CNESER aux décrets ECTS-LMD, qu'elle a demandé seulement en mai 2003, sous la pression du mouvement d'ensemble, leur « retrait », tout en continuant à siéger faculté par faculté dans les commissions de travail chargées de les appliquer ! Mais le nombre de ses militants ne dépasse pas quelques centaines sur toute la France, ses cadres étant pour la plupart des bureaucrates membres du PS, notamment du courant Nouveau monde, et pour une minorité militants de la LCR-JCR, qui couvrent en fait la politique des premiers.

## Manipulations de l'Unef

Il ne faut pas se faire d'illusions. L'Unef a décidé de mobiliser les étudiants, de manière extrêmement partielle et contrôlée, avant tout pour des raisons bassement politiciennes : elle a choisi de mobiliser surtout là où des élections universitaires étaient prévues pour les prochaines semaines (il est vital pour elle de garder à tout prix ses élus, et les avantages institutionnels et matériels qui vont avec) et, d'autre part, le PS en général et le courant Nouveau monde en particulier poursuivent leurs propres objectifs en cette veille d'année électorale, qui leur fait ressentir le besoin de se démarquer quelque peu du gouvernement Chira-Raffarin qu'ils ont refusé de combattre jusqu'à présent, mais qu'ils vont bien devoir affronter au moins sur le plan électoral dans quelques mois.

Cependant, l'UNEF, squelettique, reste une petite structure nationale présente dans de nombreuses Universités (mais pas dans toutes, loin de là) et qui surtout jouit d'une multitude de soutiens et est ultra-médiatisée. Comme telle, elle est encore capable de diriger et de manipuler un mouvement d'ampleur limitée comme celui auquel nous assistons. C'est ainsi qu'elle a pu contrôler de A à Z l'organisation et le déroulement de la « Coordination nationale » qui a rassemblé à Rennes les 29 et 30 novembre les délégués plus ou moins mandatés par les AG des Universités qui avaient voté la grève (et parfois diligentés directement par le Bureau national de l'Unef...). Le vote par délégué et non par délégation (procédure opposée à celle décidée par la coordination nationale bien plus importante de 1995) a assuré à l'Unef la majorité écrasante des voix. Elle a donc pu faire passer sa ligne, qui consiste à noyer les revendications essentielles (abrogation pure et simple des décrets ECTS-LMD et retrait définitif du projet de loi sur l'autonomie) au milieu d'un magma de « revendications » collaborationnistes qui les contredisent et qui, quant à elles, ont toujours été les siennes : revendication d'une « véritable harmonisation européenne (...) qui permet les équivalences au niveau européen » et qui s'accompagne d'« une augmentation du nombre et du montant des bourses de mobilité européenne » ; exigence d'un « maintien des acquis pédagogiques de 1997 (contenu et modalités de contrôle des connaissances) », c'est-à-dire réaffirmation du soutien total à la loi Bayrou dont les décrets Lang ne sont pourtant qu'une application ; revendication de « l'annulation des dispositions relatives à l'application du LMD dans les universités », ce qui est une manière de dire qu'on se contentera d'une renégociation des décrets ECTS-LMD eux-mêmes ; revendication de « stages en entreprise (qui) doivent être effectués sur demande de l'équipe pédagogique, véritablement qualifiants et rémunérés », ce qui constitue une acceptation de cet objectif fondamental de la réforme Bayrou-Lang, sous réserve de prétendues « garanties » ; revendication de « la mise en place d'un statut social de l'étudiant », au moment même où le gouvernement, comme son prédécesseur, cherche justement un moyen de briser le système actuel de l'aide sociale étudiante et des

bourses... Corrélativement, l'Unef et la « Coopération nationale » lancent un appel bien timoré à la grève, s'en remettant en fait avant tout à « *chaque Assemblée Générale (qui) devra se donner comme objectif, une fois les conditions réunies, de permettre le blocage des universités avec les étudiants* » — autant dire que l'Unef refuse de prendre ses responsabilités, alors même qu'elle se proclame « le syndicat étudiant ».

Pour leur part, tirant les conséquences de ce qu'est devenue l'Unef aujourd'hui, les militants du Groupe CRI sont engagés, avec d'autres, dans la construction d'une nouvelle fédération étudiante, la FSE-*Solidarité Étudiante !*, au congrès de fondation de laquelle ils ont participé en juillet 2003 (cf. Le Cri des travailleurs n°5-6).

La FSE-SE, qui regroupe des syndicats de lutte et qui se veut l'un des embryons du futur syndicat étudiant, compte environ 200 militants sur une vingtaine d'universités (dont Paris-I — Tolbiac et Sorbonne —, Paris-III, Paris-VIII, Caen, Toulouse-I, II et III, Pau, Limoges, Montpellier, Dijon...), ainsi que des militants et sympathisants isolés. Dans plusieurs facultés, elle a fait des progrès importants depuis la rentrée universitaire, grâce à son travail d'information sur les décrets Lang-ECTS-LMD, à son exigence claire et nette de leur abrogation pure et simple,

à son refus de participer aux commissions de travail mises en place pour les appliquer et à son combat pour réunir les conditions de la grève étudiante. Elle a même joué un rôle majeur dans le déclenchement de la mobilisation en cours puisque, après le travail accompli par ses sections pendant toute l'année passée, elle a eu les moyens de prendre des initiatives coordonnées et bien préparées dès le début de l'année, avec l'organisation de réunions d'information sur les décrets Lang (parfois communes avec SUD et la CNT) et avec son appel à une journée nationale de mobilisation pour le 20 novembre, à laquelle se sont finalement ralliés non seulement SUD et la CNT, mais aussi l'Unef, qui avait elle-même besoin, comme nous l'avons vu, de se refaire une jeunesse — et qui n'a pas manqué d'essayer de diviser les étudiants en appelant les manifestants, à Paris, à un rendez-vous différent de celui rendu public antérieurement par la FSE...

Dans toutes les facultés où l'Unef a en face d'elles de vrais syndicats de lutte (FSE et, dans certains cas, SUD, CNT, voire CVSE), ses positions sont fragilisées et elle est obligée de « gauchir » considérablement son discours. À Paris-I-Tolbiac, où la section Oxygène-FSE compte 25 militants et où SUD et CNT sont également présents, l'Unef, qui participe aux commissions de travail constituées pour mettre en place la

réforme ECTS-LMD, est souvent sifflée par les étudiants au cours des AG ; et la délégation de cinq étudiants élue pour la « Coopération nationale » ne comptait qu'un membre de l'Unef, d'ailleurs un adhérent de base, après que l'AG eut refusé de voter pour les responsables locaux de cette organisation largement discréditée à Paris-I...

La grève actuelle ne pourra se développer que si les assemblées générales des étudiants, élisant, mandatant et fédérant leurs comités de grève, et rejoints par les personnels enseignants et IATOSS, imposent :

• **Que les syndicats étudiants (UNEF, FSE, SUD, CNT et CVSE) appellent, ensemble, de manière claire et nette, à la grève générale de l'Université jusqu'au retrait sans conditions des contre-réformes Lang-ECTS-LMD et Ferry ;**

• **Que les syndicats enseignants et IATOSS (SNESup-FSU, FERC-CGT, SNPRES-FO...) appellent les personnels à rejoindre les étudiants et à la grève générale de l'Université ;**

• **Que les fédérations syndicales de l'enseignement et les confédérations apportent leur soutien clair et net aux étudiants et aux personnels de l'Université.**

Nina Pradier

---

## COMMENT L'APPAREIL DU PT LAMBERTISTE COUVRE L'APPAREIL DE FO (AU SUJET D'UNE RÉUNION D'UN SYNDICAT NATIONAL FO)

*Militante du Groupe CRI et par ailleurs militante syndicale, notre camarade L. a pu participer, en tant que déléguée de sa section syndicale départementale, au Comité national du syndicat FO dont elle est membre (un syndicat national de la Fonction publique). Voici son témoignage.*

« La direction de ce syndicat national étant assurée par les militants du PT (lambertistes), j'ai pu vérifier de mes propres yeux, très concrètement et de l'intérieur, à quel point ces derniers font tout leur possible pour couvrir Blondel et la direction confédérale de FO.

J'ai pris la parole en séance plénière, puis au sein de la commission préparatoire de la « résolution générale », pour dire aux membres de la direction du syndicat et

aux délégués présents ce que j'explique depuis le mois de mai aux camarades de mes sections locale et départementale, à savoir que, en mai-juin, les travailleurs ont été trahis par les directions syndicales, qui toutes se sont refusées à appeler à la grève générale, aspiration des travailleurs en lutte et seule voie pour faire reculer le gouvernement et lui infliger une défaite majeure qui aurait pu ouvrir une nouvelle situation politique. Blondel, qui avait *parlé* de la perspective d'une grève générale à quelques occasions avant le début du mouvement de mai-juin, notamment le 1<sup>er</sup> mai au cours du meeting de FO qui avait précédé la manifestation, ne s'est plus prononcé pour la grève générale entre le début du mois de mai et... le 12 juin, c'est-à-dire pendant tout le mouvement ! Et, le 12 juin, au meeting

de Marseille, il s'est contenté de s'adresser à Thibault et Aschieri pour leur demander d'appeler ensemble à la grève générale, alors qu'il savait que c'était trop tard, que Thibault avait annoncé l'avant-veille dans *L'Humanité* qu'il n'y appellerait décidément pas et qu'Aschieri avait choisi, prétextant un « recul » du gouvernement sur la décentralisation d'une partie des personnels non enseignants de l'Éducation nationale, de ne pas appeler à la grève pendant la période du baccalauréat et des examens, c'est-à-dire de briser la grève des enseignants. Il y avait là une belle manœuvre de la part de Blondel, qui savait bien que sa proposition ne mangeait pas de pain, mais qui pouvait toujours essayer de faire passer FO pour un syndicat représentant réellement les aspirations des grévistes

et des travailleurs — et pour gagner si possible quelques cartes sans trop se mouiller. C'était d'autant plus hypocrite et scandaleux que Blondel s'était explicitement opposé à l'appel à la grève générale, notamment dans *Le Monde* du 27 mai 2003, le lendemain de la grande manifestation nationale à Paris : « *J'ai utilisé à dessein, avait-il déclaré, les notions d'amplification, de généralisation, de coordination. mais j'ai quelques craintes à employer le terme de grève générale interprofessionnelle. Qu'on le veuille ou non, il renvoie à l'idée d'insurrection et bien sûr, à une lutte politique contre le gouvernement. Étant partisan de l'indépendance syndicale, je préfère rester prudent.* » (Sur l'analyse de mai-juin et les responsabilités des syndicats, cf. *Le Cri des travailleurs* n°5-6).

On aurait donc pu penser que les lambertistes utiliseraient leurs positions nombreuses et importantes dans FO pour engager la bataille contre l'appareil et, par la suite, pour condamner la politique de Blondel en mai-juin. Or, il n'en a rien été, tout au contraire. Nous l'avions déjà montré dans ce journal pour ce qui concerne les événements de mai-juin. Cela m'a été confirmé au moment où, plusieurs mois après le mouvement, l'occasion de tirer le bilan s'est présentée dans mon syndicat national.

### **Les lambertistes refusent de condamner la politique de Blondel en mai-juin**

Lors de ce Comité national, j'ai proposé d'intégrer dans la résolution générale le passage suivant : « *Le mouvement social de mai-juin 2003 a représenté une mobilisation décisive contre le gouvernement Chirac-Raffarin et sa contre-réforme des retraites. Notre syndicat a pris toute sa place dans cette mobilisation. Cependant, ce mouvement a débouché sur une défaite. En effet, seule la grève générale pouvait permettre aux travailleurs d'obtenir la victoire. Or, les directions syndicales CGT, FSU, mais aussi FO, ont refusé, au cœur du mouvement, d'appeler à la grève générale. En particulier, le Comité national condamne le fait que la direction de la Confédération Force ouvrière, par la voix de son secrétaire général Marc Blondel, se soit refusée à appeler à la grève générale jusqu'au 12 juin, c'est-à-dire quand il était déjà trop tard. Il condamne la prise de position du secrétaire général parue notamment dans le journal *Le Monde**

*le 27 mai — donc au lendemain de la gigantesque manifestation nationale du 25 —, rejetant expressément le mot d'ordre de grève générale interprofessionnelle, au prétexte qu'il aurait été 'insurrectionnel, voire politique'. Ce faisant, le secrétaire général de Force ouvrière a rendu objectivement le plus grand service au gouvernement pour faire passer sa contre-réforme. »*

Ma proposition a été accueillie par une volée de bois vert orchestrée par les dirigeants lambertistes. Ils ont expliqué qu'on ne peut pas parler d'un « échec » du mouvement : les travailleurs qui se sont mobilisés pendant des semaines entières par la grève et la manifestation, et qui ont vu finalement le projet de loi contre lequel ils se battaient passer sans faire reculer d'un iota le gouvernement, apprécieront. Un dirigeant lambertiste a même ironisé : « *Ce que Dieu a fait, Dieu peut le défaire* », signifiant par là que la loi pouvait toujours être abrogée, c'est-à-dire minimisant la gravité de la victoire du gouvernement. Les lambertistes ont également poussé des cris d'orfraie en déclarant qu'il était « inacceptable » de mettre FO sur le même plan que la CGT et la FSU, puisque FO, pour sa part, avait selon eux « appelé » à la grève générale... certes le 12 juin, mais « *mieux vaut tard que jamais* » et « *ce n'était pas trop tard* ». Enfin, sortant l'argument bureaucratique par excellence, on m'a accusée de vouloir entraver la construction du syndicat avec une « résolution dénonciatoire »... C'est avec de tels arguments qu'on dit toujours « oui amen » à l'appareil, qu'on n'engage pas la lutte contre les bureaucrates syndicaux et qu'on se refuse à mener le combat pour que les adhérents se réapproprient leur syndicat !

Bien sûr, j'ai argumenté et défendu mon amendement. Malheureusement, les participants au Comité national ont préféré suivre la direction qui n'a pas ménagé ses efforts pour faire échec à ma proposition. Ainsi la commission chargée de préparer la résolution générale, à laquelle j'ai participé, l'a-t-elle rejetée par 21 voix contre, 2 pour et 2 abstentions. Cependant, la discussion n'en a pas moins eu un résultat non négligeable : un amendement opposé au mien, proposé par l'un des principaux dirigeants lambertistes du syndicat, disant carrément que FO avait « respecté son mandat » (*sic !*), n'a obtenu que 9 voix pour, 7 voix contre et 13 abstentions — résultat qui prouve que tous les

participants, y compris certains lambertistes (qui se sont divisés sur cette question), n'étaient pas prêts à avaler une couleuvre aussi grosse, et qu'une discussion plus approfondie eût peut-être permis de mener plus loin le combat contre la direction. Enfin, en séance plénière, mon amendement a obtenu trois voix, 38 votant contre et 6 s'abstenant.

### **...et refusent d'exiger que FO cesse de collaborer aux contre-réformes du gouvernement**

Lors de cette même réunion, je me suis également battue pour que mon syndicat exige que la confédération FO cesse de participer aux instances de concertation mises en place par le gouvernement pour préparer ses prochaines contre-réformes, notamment contre la Sécurité sociale, l'école, les services publics, etc. J'ai proposé d'ajouter le passage suivant à la résolution générale : « *Comme sur la question des retraites l'an dernier, conformément au calendrier prévu par Maastricht, le gouvernement Chirac-Raffarin lance 'grands débats nationaux', tables rondes et autres réunions de concertation sur des questions aussi décisives que la Sécurité sociale ou l'école, tel le sois-disant Haut Conseil de réflexion sur l'avenir de la Sécurité sociale. Cela a pour seule et unique fonction de faire participer les représentants des organisations syndicales à la mise en œuvre de ces contre-réformes. Aussi le Comité national demande-t-il à la direction de la Confédération et à son secrétaire général de ne pas participer à l'élaboration de ces contre-réformes et par conséquent à boycotter les organismes destinés à les préparer et à les mettre en place.* »

Réponse des dirigeants lambertistes : « *Il faut laisser les mains libres au secrétariat général [de la confédération].* » L'amendement que l'un d'eux a proposé concluait donc sans trop se mouiller : « *Aussi le Comité national demande-t-il à la direction de la Confédération de maintenir ses revendications.* » Mon amendement a obtenu 6 voix sur 17 dans la commission chargée de préparer la résolution générale, et 7 voix en séance plénière.

En un mot, les lambertistes, nombreux et politiquement hégémoniques au sein de ce Comité national, ont été tous d'accord pour « dénoncer » les dirigeants des autres confédérations, mais ont entièrement couvert ceux de la leur, la seule belle,



la seule vraie et, paraît-il, comme l'un d'entre eux n'a pas hésité à le dire naïvement, « *la seule qui va jusqu'au bout* »... Ils lui ont délivré un *satisfecit* aussi bien pour son passé (la trahison du mouvement de mai-juin) que pour son avenir (les trahisons en préparation au sein des réunions de

concertation). Pour clore cette réunion, les lambertistes ont fait voter une résolution qui affirmait notamment : « *FO à tous les niveaux a respecté [son] mandat* » et qui préconisait que, pour l'avenir, « *FO maintienne ses revendications* »...

Voilà où mène l'opportunisme *trade-unioniste* du PT, la couverture de Blondel échangée contre quelques postes, en un mot l'intégration progressive des militants du PT dans l'appareil de FO. »

## NIGERIA

# LA GRÈVE GÉNÉRALE DE JUILLET DERNIER CONFIRME LA COMBATIVITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique avec 130 millions d'habitants, a vu le retour officiel de la démocratie en 1999. Le premier président civil après 15 ans de dictature militaire, Olusegun Obasanjo, est lui-même un ancien général, qui exerça le pouvoir à la fin des années 1970. En avril 2003, les élections présidentielle, législative et des gouverneurs d'États (le Nigeria est une République fédérale) ont conforté Obasanjo et son parti, le PDP (Parti Démocratique du Peuple), à la tête du pays. Ces élections n'offraient aucune perspective aux masses pauvres nigérianes, qui ne sont pas allées voter à plus de 50%. Les principaux candidats en lice représentaient en effet différentes factions de la classe dominante, souvent issus de la hiérarchie militaire — comme l'ancien général Muhammadu Buhari, à la tête de la dictature entre 1983 et 1985 —, en concurrence pour s'accaparer les subsides de l'exploitation des travailleurs nigériens par l'impérialisme. Après une campagne marquée par l'instrumentalisation des différences « ethniques » et religieuses par les candidats pour assurer leur domination dans leur fief (Buhari dans le nord musulman, Obasanjo dans le sud chrétien, Ojukwu, l'ex-chef de la sécession biafraise...), et des élections entachées de fraudes (bourrages d'urnes, achats de votes), la clique en place a pu se maintenir au pouvoir.

### **Les masses toujours soumises à la misère et à la répression**

Dans ce pays aux ressources naturelles importantes (le Nigeria est le sixième producteur mondial de pétrole) et caractérisé par une corruption gigantesque, la victoire du camp Obasanjo lui assure des retombées matérielles on ne peut plus

bénéfiques. Les revenus pétroliers (qui représentent 90% des recettes d'exportation du pays) et les investissements étrangers, encouragés par Obasanjo lors de son précédent mandat au travers du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), dont il est l'un des initiateurs, et des privatisations (dernièrement celle de l'opérateur téléphonique Nitel), sont l'objet de multiples commissions et détournements.

Pendant ce temps, 70% des Nigériens vivent sous le seuil de pauvreté. Le chômage touche officiellement 28% de la population active. La majorité des travailleurs salariés connaissent la précarité et les retards de salaires, et le salaire moyen n'est que de 300 euros par an. Près de 60 millions de Nigériens vivent dans des zones urbaines, dont 12 millions à Lagos, capitale économique du pays et ville la plus peuplée d'Afrique. Les conditions de vie y sont déplorables : malnutrition, pas d'accès à l'eau potable pour 60% des habitants de Lagos, population entassée dans les bidonvilles, voire sans-abri et réduite à la mendicité.

Le gouvernement est coupable du maintien et de l'aggravation de cette situation. Le processus de privatisation s'accompagne de nombreux licenciements. Les dépenses de l'État restent avant tout réservées au paiement de la dette extérieure du Nigeria, qui s'élève à 34 milliards de dollars. Dans le même temps, la part du budget allouée à l'éducation est réduite à 1,8% en 2003 ; les frais d'inscription dans les universités publiques montent en flèche, et le gouvernement favorise la création d'universités privées pour transmettre le savoir à ceux qui en ont les moyens.

Le pouvoir utilise les méthodes les plus dures pour réprimer les soulèvements qui naissent

inévitablement de la situation catastrophique des masses. L'armée reste l'instrument de répression le plus utilisé par le pouvoir désormais civil. Le combat anti-syndical emprunte également les méthodes héritées des dictatures militaires, en particulier les lois pour déclarer certaines grèves illégales. Les interventions de l'armée sont généralement sanglantes, comme dans une campagne de repréailles suite à la mort de 12 policiers dans la région pétrolière du delta du Niger, où l'armée a rasé toute une ville et tué 2000 civils !

Les puissances impérialistes ayant des intérêts au Nigeria, c'est-à-dire principalement la Grande-Bretagne et les États-Unis, ne s'y trompent pas et font confiance à l'armée nigérienne comme force de « stabilisation » à l'échelle du pays, mais aussi de l'Afrique de l'Ouest, avec en particulier des interventions pour protéger les profits diamantaires en Sierra Leone. Ainsi, « l'aide au développement » de la part des impérialistes consiste ici, à hauteur de millions de dollars, à l'entraînement et à l'équipement de l'armée.

La répression des masses prend aussi les formes de l'obscurantisme religieux. Avec la bénédiction de l'État fédéral, 12 des 19 États du nord musulman ont adopté la loi islamique de la charia. Le cas médiatisé d'Amina Lawal, condamnée à mort par lapidation pour relations sexuelles hors mariage puis finalement acquittée, ne doit pas faire oublier les nombreuses autres condamnations similaires.

### **Une classe ouvrière combative**

La composition des classes laborieuses au Nigeria est fortement marquée par les ressources naturelles du pays. Avec 40% du PIB provenant de l'industrie (dont seulement 5% pour

l'industrie manufacturière, qui reste sous-développée), la classe ouvrière industrielle représente 10% des 66 millions qui constituent la population active. Elle est organisée dans des syndicats qui demeurent généralement combatifs, malgré la répression et les intimidations. La principale centrale syndicale est le NLC (Congrès Ouvrier Nigerian) ; son action, comme toute organisation ouvrière réformatrice, est marquée par l'opposition entre la volonté de combattre de la base et l'attitude collaborationniste de la direction : d'un côté, des actions efficaces contre le travail précaire, avec par exemple des piquets de grève pour faire appliquer par les multinationales les lois du travail arrachées par la classe ouvrière nigérienne sur le travail temporaire ; de l'autre côté, les liens de certains dirigeants de la centrale syndicale avec les ennemis de la classe ouvrière, les membres du pouvoir, ou encore la participation du président du NLC au Conseil National pour la Privatisation, la centrale ne s'opposant pas par principe aux privatisations.

La dernière grande mobilisation des classes laborieuses nigériennes date de juillet dernier. Quelques semaines seulement après sa réélection, le président Obasanjo a décidé une nouvelle attaque contre les masses, avec une hausse du prix du carburant de 26 nairas à 40 nairas le litre. La volonté d'augmenter ces prix est une constante depuis 15 ans, avec une première mesure prise en ce sens par la junte militaire au pouvoir en 1986, en application du Plan d'Ajustement

Structurel du FMI, jusqu'aux deux dernières hausses en 2000 et 2002 par, déjà, le gouvernement Obasanjo, avec une relative passivité du NLC. Il s'agit d'une volonté du pouvoir de supprimer les « subventions » qui permettent de conserver des prix de carburant relativement bas, les économies ainsi faites dans le budget de l'État étant censées servir à l'amélioration des services sociaux (en fait sans aucune garantie, puisque le budget de l'État est en fait massivement consacré au remboursement de la dette). Le Nigeria, bien que sixième producteur mondial de pétrole, doit importer son carburant : les prix « trop bas » ne permettent pas aux multinationales pétrolières de dégager des bénéfices en raffinant le pétrole pour une utilisation locale, et les raffineries étatiques sont largement délaissées, causant ainsi des pénuries de carburant. Cette « mise à niveau » des prix des carburants pour l'exploitation du marché par les multinationales aura bien entendu des répercussions sur les prix des transports et donc sur le reste des produits pour la population.

La violence de cette attaque a suscité une riposte en conséquence : le 30 juin, le NLC a appelé à une grève générale illimitée contre cette mesure et, pendant huit jours, l'économie du pays a été paralysée par cette grève, une des plus massives de l'histoire du Nigeria. Le 9 juillet, après une concession mineure du gouvernement (34 nairas au lieu de 40 nairas le litre), la direction du NLC a finalement annoncé la suspension de la grève, contre l'avis de certains des 29

syndicats affiliés, arguant de la démobilisation des masses non-organisées ainsi que du début de la répression sanglante (avec quatre manifestants tués par la police).

Ce mouvement n'en a pas moins été exemplaire : les masses laborieuses du Nigeria et leur avant-garde ouvrière ont montré leur combativité face à un gouvernement corrompu, multipliant les attaques au profit des intérêts impérialistes. Mais sans perspective communiste révolutionnaire incarnée par un parti ouvrier de masse, sans alternative au pouvoir en place autre qu'une nouvelle dictature militaire, la puissance du mouvement et la capacité de mobilisation des organisations ouvrières, NLC en tête, n'ont pu déboucher que sur une concession minime et temporaire de la part du gouvernement.

Pour réaliser les tâches de rupture avec l'impérialisme, en particulier pour le non-paiement de la dette qui maintient la population nigérienne dans la plus grande misère, il est donc indispensable pour les forces communistes révolutionnaires au Nigeria de populariser la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan, au service des masses laborieuses, qui seul sera en mesure de réaliser leurs revendications démocratiques, économiques et sociales ; et pour cela, de se tourner résolument vers les masses ouvrières, et d'aider ses secteurs les plus combatifs, en particulier dans le NLC, à chasser leurs directions traîtres.

**Frédéric Traille**

## PALESTINE

# LE « MUR DE LA HONTE », UN PAS DE PLUS DANS L'OCCUPATION ET LA TERREUR SIONISTES

Le « mur de la honte » que construit en ce moment l'État colonial, raciste et oppresseur d'Israël autour des Territoires « autonomes » palestiniens est la nouvelle avanie conçue pour voler toujours plus de terres aux Palestiniens, à coups d'assassinats, de destructions de maisons et d'arrachages de plantations. Mais aussi pour leur ôter, un peu davantage chaque jour, le sentiment d'être chez eux sur leur terre. Le but final semble se résumer en une phrase : que les Palestiniens s'en aillent ; soit qu'ils renoncent, épuisés, à défendre leurs terres et leurs

droits, soit qu'on les « transfère » de force, soit que l'armée israélienne les liquide physiquement, comme c'est le cas chaque jour ou presque. On peut d'ailleurs penser que les récentes provocations d'Israël — ses menaces de chasser Arafat mort ou vif ; le raid lancé le 4 octobre sur le territoire syrien, etc. — constituent autant de pas effectués vers une guerre officiellement déclarée, pour en finir avec le « problème » palestinien, en fait avec le peuple palestinien.

Le mur est une humiliation supplémentaire infligée par un État surarmé et surprotégé par les

impérialismes, américain bien sûr, mais aussi européens. Haut par endroits de huit mètres, fait de béton et de barbelés, s'étendant sur plus 500 kilomètres, sa construction est un moyen pour Israël de s'emparer de nouvelles terres palestiniennes, puisque son tracé annexe plusieurs kilomètres en Cisjordanie et au moins 36 puits d'eau, ressource absolument essentielle dans la région.

Le mur vient s'ajouter aux outrages du bouclage total qui, périodiquement — lors des fêtes juives notamment —, interdit à Gaza et à la Cisjordanie tout contact avec

l'extérieur, et qui a pour effet de multiplier par plus de deux le nombre de chômeurs dans les Territoires. En dehors de ces périodes, le quotidien des Palestiniens reste une succession de brimades et de violences, et les Territoires constituent une prison où la population étouffé<sup>6</sup>. La vie de tous les jours, dans ses moindres détails, dépend du bon vouloir d'Israël : il faut une autorisation administrative israélienne pour sortir des Territoires ; les quelques marchandises produites à Gaza et surtout en Cisjordanie (essentiellement des récoltes alimentaires, auxquelles s'ajoutent quelques produits textiles) font l'objet de tels contrôles et de rétentions par les soldats et douaniers israéliens qu'elles sont parfois périmées quand elles en sortent. On sait le passage humiliant que représente le franchissement d'un *check point*. Pour aller d'un village à l'autre, voire d'un quartier d'une même ville à un autre, il faut parfois prendre un bus, faire ensuite un kilomètre à pied, avant de reprendre un autre bus, subir interrogatoires et fouilles corporelles. Effectuer un trajet de vingt kilomètres peut ainsi durer de nombreuses heures, quand ce n'est pas plusieurs jours. Les personnes âgées ou malades ne peuvent souvent effectuer un tel parcours, même quand il signifie pour elles aller se soigner dans une clinique de l'autre côté du barrage.

Enfin, les colonies sionistes qui ne cessent de s'étendre coupent parfois les villages en deux, bloquent la communication des villes palestiniennes entre elles et entre la ville et son arrière-pays. Dans la bande de Gaza, les Palestiniens ne sont plus autorisés à emprunter la route du front de mer, à cause des colonies situées à proximité. Le réseau de routes de contournement construites exclusivement pour les colons israéliens contribue lui aussi à spolier les Palestiniens de leurs terres, volées et bitumées pour le confort de ces seuls colons. Israël exerce un contrôle sur toute l'activité palestinienne. L'armée israélienne interdit même les danses traditionnelles, telle la *dabka*, sous prétexte qu'elles supposent un regroupement.

### Les intérêts de classe de la bourgeoisie palestinienne

Dans les prisons israéliennes, les militants palestiniens subissent les coups et la torture. Mais les geôles

<sup>6</sup> À Gaza, la densité est de plus de 3 700 habitants au kilomètre carré.

palestiniennes ne sont guère plus amènes pour les militants palestiniens emprisonnés. Dans les centres pénitentiaires d'Hébron ou de Jéricho, par exemple, les prisonniers sont battus eux aussi, parfois à mort ; des grenades lacrymogènes sont régulièrement lancées dans les cellules. Car l'Autorité palestinienne fait la police, au service direct d'Israël — en arrêtant et en emprisonnant des dizaines de militants — et pour servir ses propres intérêts de classe corrompue, clientéliste et autoritaire. Les services de sécurité palestiniens peuvent se révéler aussi redoutables que les troupes occupantes.

La clique de l'autocrate Arafat s'est enrichie au détriment du peuple palestinien et le train de vie des responsables de l'Autorité, financé par les monarchies du Golfe, est évidemment sans commune mesure avec les conditions d'existence des Palestiniens survivant vaille que vaille dans ces Territoires surpeuplés, quand ce n'est pas dans les camps de réfugiés, aisément comparables à des bidonvilles. Certaines grandes familles de la bourgeoisie d'affaires palestinienne assurent leur domination politique et économique sur la population. Israël soutient d'ailleurs de longue date ces « élites » traditionnelles qui relaient l'armée sioniste dans le maintien de l'ordre et la répression contre les militants de l'« Intifada », pour la majorité issus des couches populaires<sup>7</sup>. Une fraction de la bourgeoisie palestinienne est par ailleurs liée au pouvoir jordanien, et la dynastie hachémite verrait d'un bon œil l'annexion de la Cisjordanie à son royaume, comme elle le fit en 1949<sup>8</sup>.

### La revendication des « deux États » : entre illusion et trahison

Dans ces conditions, la « solution » des deux États ne peut être, au mieux, qu'une illusion, au pire, qu'une trahison. Quelle viabilité, quelle

<sup>7</sup> Ainsi, lorsqu'un jeune militant du Fath, Mahmoud al-Jemayel, est mort sous les coups de ses geôliers palestiniens dans une prison de Naplouse, en 1996, une gigantesque manifestation contre l'Autorité palestinienne s'est-elle dirigée contre l'un des grands notables, le maire de la ville, Ghassan Shaka, qui a sans doute trempé dans ce meurtre. (Cf. Laetitia Bucaille, *Génération Intifada*, Paris, Hachette, 2002, p. 69.)

<sup>8</sup> Après la guerre de 1948, les conventions d'armistice signées à Rhodes entre février et juillet 1949 permirent au roi Abdallah de Transjordanie — qui devint alors Jordanie —, d'annexer la Cisjordanie.

souveraineté — hormis celle d'avoir son hymne national, son drapeau et ses timbres-poste — un État palestinien aurait-il en effet, véritable enclave entourée par les miradors israéliens ? Que proposent ceux qui jugent cette revendication « réaliste » ? De concéder aux Palestiniens à peine 20% des territoires de la Palestine historique ? De leur laisser deux bandes de terre, l'une, la Cisjordanie, d'à peine 100 km de large, l'autre, Gaza, de 20 km, frappées par la discontinuité géographique et placées à la merci de leurs puissants voisins ? Cette Palestine-là ne pourrait être par essence qu'un État en danger. Et tous ceux qui déplorent l'extension des colonies sionistes simplement parce qu'elles seraient « illégales », et qui réclament le retour aux frontières de 1967 au prétexte qu'elles sont reconnues par l'ONU et la « communauté internationale », jugent sans doute *a contrario* « légale » la spoliation de tout un peuple *avant* 1967 parce qu'elle a obtenu la grâce et l'appui de cette même ONU et de cette même « communauté internationale ».

Avancer cette revendication de « deux États », c'est interdire une fois pour toutes aux réfugiés chassés par centaines de milliers de leurs terres en 1948 et après le droit de retourner dans leur pays. C'est aussi taire la nature même de l'État israélien, fondé sur des critères raciaux et religieux, qui entretient la discrimination et l'apartheid, surexploitant et brimant ceux qui ne sont pas les « élus », ou qui ne sont que des demi-élus — que l'on songe aux Éthiopiens juifs transplantés en Israël et qui y vivent en serviteurs, aux immigrés de toutes nationalités, venus en particulier d'Europe de l'Est et de Russie, sans parler des Arabes israéliens maintenus dans une situation de citoyens de seconde zone. C'est enfin et surtout laisser les Palestiniens à leur propre sort, en les confinant dans leur État-bantoustane et en les coupant littéralement de la classe ouvrière d'Israël et des autres peuples de la région. De plus, c'est croire et faire croire que les revendications du peuple palestinien seront satisfaites par les bourgeoisies de la région, par Israël, mais aussi par les classes dirigeantes arabes, *via* le jeu diplomatique négocié entre les États. Or, Américains et Israéliens continuent d'imposer leur loi au gouvernement palestinien, avec la bénédiction de l'Union européenne : ils font et défont les premiers ministres, comme cela a été le cas avec Mahmoud Abbas, et pourchassent les

militants : le 6 septembre, la France et l'Union européenne ont entériné la demande des États-Unis de reconnaître le Hamas comme une organisation terroriste contre laquelle la lutte doit être engagée par tous les moyens — c'est aussi au nom de la « lutte contre le terrorisme » menée par la coalition des pays impérialistes que ceux-ci ferment les yeux sur l'effroyable massacre du peuple tchéchène perpétré par l'armée de Poutine. Les États-Unis, pour infiltrer l'Autorité palestinienne, forment des officiers supérieurs palestiniens dans l'État de Virginie, implantent des agents de la CIA au sein des Territoires, décident des choix économiques palestiniens et israéliens dans leur volonté de s'y assurer des marchés<sup>9</sup>.

### **Le Hamas, un parti au programme réactionnaire**

Face à cette situation d'oppression, les partis islamistes, tels le Hamas et le Djihad islamique, qui envoient de jeunes Palestiniens désespérés tuer des civils israéliens dans des opérations suicidaires, sèment leurs illusions auprès d'une partie de la population palestinienne. Aujourd'hui, le Hamas, émanation politique des Frères musulmans et soutenu à l'origine par Israël afin d'affaiblir l'OLP, bénéficie d'une forte popularité, tant en raison des services d'aide sociale et de charité qu'il propose à la population que de la corruption et de la trahison des dirigeants palestiniens, par rapport auxquels il fait figure de seul parti nationaliste conséquent. Mais, s'il vise officiellement à « libérer » la Palestine par la destruction de l'État sioniste, le Hamas, parti nationaliste petit-bourgeois réactionnaire, n'a pour programme que de chasser les Juifs hors de Palestine et de soumettre la population arabe à un autre joug, celui de l'intégrisme religieux. Sa Palestine serait à nouveau définie en fonction de critères religieux, signifierait la persécution des Juifs, la poursuite de l'exploitation capitaliste et l'oppression de tous, à commencer par celle des femmes. Comme en Iran, une autre bourgeoisie imposerait sa loi réactionnaire au peuple. D'ores et déjà, un contrôle moral et social extrêmement pesant s'exerce sur la population par les islamistes et impose une islamisation des mœurs, surtout à

<sup>9</sup> Marwan Bichara, « La succession de Yasser Arafat sous haute surveillance », in Alain Gresh et Didier Billion (dir.), *Actualités de l'État palestinien*, Paris, Complexe, 2000, p. 110.

Gaza où la population est totalement coupée du reste du monde en raison de l'occupation.

### **Pour une ligne révolutionnaire**

Si donc la tâche des véritables militants révolutionnaires aujourd'hui n'est pas de revendiquer deux États et une « force d'interposition » de l'ONU, dont on connaît la responsabilité dans la création même de l'État sioniste et le rôle qu'elle joue dans les pays qu'elle occupe<sup>10</sup>, il est clair qu'il est également impossible de compter sur le Hamas et le Djihad islamique pour libérer le peuple palestinien, mais qu'il faut au contraire combattre ces partis. Ici comme ailleurs, il n'y a qu'une solution : il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire regroupant les travailleurs quelle que soit leur origine, luttant de front contre l'impérialisme et contre les bourgeoisies israélienne et arabes qui oppriment les peuples. C'est là la seule voie « réaliste », pour combattre à la fois en faveur du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même et pour le droit des travailleurs de toutes origines et de toutes religions à vivre sur le territoire de la Palestine. Et ce combat ne peut avoir comme objectif ultime que les États-Unis socialistes du Proche-Orient, qui seuls libéreront les peuples de la région des régimes racistes et dictatoriaux et de leur exploitation par la classe bourgeoise. Dans cette perspective, il est possible et nécessaire que les travailleurs d'Israël et des Territoires imposent le front unique des travailleurs et de leurs organisations ouvrières syndicales et politiques, qui doivent rompre les unes avec l'État sioniste, les autres avec l'Autorité palestinienne. Il faut que les travailleurs imposent aux dirigeants de leurs organisations le front unique ouvrier sur la base des *mots d'ordre transitoires* suivants, et qu'ils engagent le combat pour chasser tous les bureaucrates qui refusent de les mettre en avant :

**• Halte à la construction du mur ! Démantèlement de toutes les colonies !**

**• Halte aux assassinats de militants et à toutes les opérations de terreur de l'armée israélienne contre les Palestiniens et leurs biens ! Retour des soldats à la maison !**

<sup>10</sup> Cf. les articles de Paul Lanvin dans le numéro 7 et dans le prochain numéro du Cri des travailleurs.

**• Liberté de circulation pour tous les Palestiniens !**

**• Libération de tous les militants politiques détenus en Israël et en Palestine !**

**• Égalité des droits sociaux et économiques sur tout le territoire de la Palestine historique ! Un seul Code du travail ! Une seule Sécurité sociale ! Conventions collectives identiques ! Une seule confédération syndicale !**

**• Rupture de toutes les organisations ouvrières en Israël avec l'État sioniste !**

**• Pour une seule République laïque et démocratique sur le territoire de toute la Palestine historique ! Pour la convocation d'une Assemblée constituante rassemblant les délégués de toute la Palestine historique, quelles que soient leur origine et leur religion !**

**Laura Fonteyn**

## HISTOIRE

# PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE (IV et fin) : DE LA PRISE DE POUVOIR EN 1949 À LA « RÉVOLUTION CULTURELLE »

### L' « alliance des quatre classes » et la « révolution par étapes »

Les années qui suivirent la prise de pouvoir par le Parti communiste chinois (PCC) en 1949 furent d'abord marquées par la théorie de la « révolution par étapes » qui supposait une alliance avec la bourgeoisie et le maintien du système capitaliste. Cette alliance était non seulement soutenue, mais même préconisée par la bureaucratie stalinienne de Moscou. Celle-ci, comme la direction du PCC, laquelle était composée avant tout d'intellectuels petits-bourgeois et de cadres militaires issus de la paysannerie, se montrait toujours effrayée à l'idée que les masses puissent échapper à son contrôle et la chasser. En outre, dans le nouveau partage du monde issu de Yalta, la bureaucratie d'URSS, pour assurer sa domination sur sa zone, tenait à rassurer les puissances impérialistes en freinant le développement de la révolution en Chine. Aussi, bien loin de favoriser la constitution de comités démocratiquement élus d'ouvriers, de paysans pauvres et de soldats, le nouveau pouvoir assit-il sa domination sur une Assemblée constituante de type bourgeois. De fait, les réels acquis de la révolution menée par le PCC, qui s'avéra ainsi le seul parti nationaliste-progressiste conséquent, furent ceux d'une révolution bourgeoise : la loi sur le mariage (1950) rompait avec des pratiques patriarcales qui plaçaient la femme dans un statut de soumission. Le mariage forcé des enfants, la prostitution des filles furent désormais interdits, ainsi que l'infanticide. Le droit de vote des femmes, le droit au divorce et le droit au remariage furent reconnus.

En revanche, pour obtenir le soutien de la bourgeoisie commerciale et industrielle, le PCC, dont la base sociale était la petite-bourgeoisie nationaliste et la paysannerie, étouffa systématiquement les revendications ouvrières, au besoin par des campagnes d'épuration dans le parti et les syndicats. Il ne manqua pas non plus, au cours de cette période, de pourchasser, de persécuter et d'éliminer physiquement les trotskystes chinois, qui combattaient

sur la ligne du marxisme et du bolchevisme authentiques (dictature du prolétariat appuyé par la paysannerie pauvre), pour la constitution de conseils à tous les niveaux et pour la révolution permanente (notamment pour l'expropriation des capitalistes). La bureaucratie du PCC liquida ses opposants en inaugurant le phénomène concentrationnaire chinois : en 1951, 10 millions de personnes furent envoyées en « rééducation par le travail », après avoir subi l'épreuve de la « réforme de la pensée ».

### La réforme agraire

Le PCC mit en place, à partir de juin 1950, une réforme agraire qui transféra en deux ans, sans indemnité, la moitié de l'espace cultivé des anciens propriétaires (non exploitants) aux paysans petits et moyens. C'est avant tout en raison de son caractère bureaucratique que cette réforme, menée par en haut, fit environ dix millions de victimes ; de plus, si elle améliora indéniablement les conditions de vie des paysans pauvres, ces derniers ne disposaient que de tout petits lopins, de moins d'un hectare en moyenne. Il demeurait en revanche des paysans suffisamment riches (notamment parmi les cadres du parti) pour voir leur lopin s'accroître, de sorte que se creusèrent à nouveau de profondes inégalités dans le monde paysan.

### Le virage « à gauche » de 52-53

Le retournement de la ligne d'alliance avec la bourgeoisie proprement dite (la grande et la moyenne bourgeoisie, composée des propriétaires terriens, des gros marchands et des industriels, catégories unies les unes aux autres par des liens souvent familiaux et, quoi qu'il en soit, de classe) s'explique par la conjonction de facteurs extérieurs et intérieurs : en 1950 éclata la guerre de Corée et l'impérialisme américain menaça d'écraser le nouvel État indépendant qui avait chassé les puissances impérialistes et échappait donc à sa sphère d'influence. À l'intérieur même de la Chine, la vieille bourgeoisie reprenait de la vigueur —

aidée en cela par le soutien, notamment financier, que lui procuraient le régime de Tchang-Kai-Tchek depuis Formose (Taïwan) et l'impérialisme américain — et représentait une menace contre-révolutionnaire directe pour les acquis de la révolution nationale et pour les dirigeants du parti.

C'est pourquoi eut lieu un brutal virage « à gauche », à la ville comme à la campagne : l'étatisation des moyens de production industriels et la planification furent généralisées. À la fin de 1949, près de 3 000 entreprises, rassemblant 750 000 ouvriers, étaient certes déjà aux mains de l'État. Mais c'est en fait dès 1945, sous le régime de Tchang-Kai-Tchek, que ce secteur étatisé avait connu un élargissement important : le gouvernement nationaliste avait alors repris les biens japonais et allemands, de sorte que l'État possédait déjà 70% des capitaux de l'industrie chinoise. Les premières années du gouvernement petit-bourgeois du PCC marquèrent donc en fait une pause dans cette évolution. Ce n'est qu'en 1953 que l'État prit des participations de 50% dans les entreprises privées et plaça à côté du propriétaire ou du gérant un directeur nommé par le parti. Enfin, l'État entama la dernière phase d'appropriation pendant l'hiver 1955 : les entreprises privées qui existaient encore furent expropriées ; mais leurs propriétaires reçurent en compensation des indemnités assez importantes et, souvent, le parti préféra continuer à employer ces entrepreneurs, en général à des postes de responsabilité, afin d'utiliser leurs compétences et de s'assurer leur collaboration au régime. Le lancement du premier Plan quinquennal (1953-1957) assura ainsi en douceur la continuité avec l'économie de marché libre.

La production industrielle releva dès lors pour sa plus grande part de l'État bureaucratique et de lui seul, à l'exception de quelques petites industries qui furent placées sous la gestion d'administrations locales (communes populaires, brigades, municipalités). Les cadres du parti régnaient désormais en maîtres sur la production, sans aucun contrôle ouvrier, encore moins sous la direction de comités ouvriers : aussi ne peut-on

pas parler de socialisation des moyens de production. Les ouvriers des entreprises d'État bénéficiaient certes d'avantages matériels (garantie d'emploi, logement, santé, retraite, loisirs). Mais ils subissaient blocage des salaires et relèvement de la productivité (stakhanovisme, par accélération des cadences et renforcement de la discipline de travail, traitements humiliants et maigres salaires pour les jeunes ouvriers en particulier), au point que des grèves se déclenchèrent en 1956 (suite à ces grèves, une augmentation de salaire fut accordée, sur laquelle le gouvernement revint dès l'année suivante). La grande majorité des ouvriers ne se reconnaissait pas dans le PCC. En 1949, ils ne représentaient que 3% des effectifs du parti (alors qu'ils avaient été jusqu'à 60% à l'époque héroïque de la construction du PCC dans les années 1920). Avec la conquête des villes, le recrutement augmenta dans les usines. Mais en 1957, malgré l'accroissement numérique du prolétariat, les ouvriers ne représentaient toujours que 14% des effectifs. Cela correspondait à peu près à l'encadrement des syndicats dont les bureaucrates, à la botte du parti, ne défendaient plus du tout la classe ouvrière, mais pratiquaient au contraire la délation : ils constituaient les « langues du parti ». Le paternalisme, le clientélisme et la corruption resurgirent.

### **La collectivisation des terres**

Dans ce cadre de consolidation du nouveau pouvoir, un mouvement de collectivisation des terres fut officiellement lancé le 16 décembre 1953, avec la création de coopératives agricoles « de type inférieur ». Chacune englobait 10 à 15 foyers. Les paysans restaient propriétaires de leurs terres, mais cultivaient déjà de façon collective l'ensemble des terres de la coopérative.

À partir de 1955 furent mises sur pied des « coopératives de type supérieur » : jardins et maisons devenaient la seule propriété privée laissée aux paysans. 96% des paysans chinois furent regroupés dans des coopératives sans que pour autant eut été développée la base technique permettant le développement de la production par la mécanisation. La production agricole dépassa toutefois légèrement à cette époque l'accroissement démographique, niveau probablement jamais atteint jusqu'alors.

### **Les « Cent Fleurs »**

La consolidation du pouvoir du PCC par des méthodes bureaucratiques engendra à plusieurs reprises des mouvements de contestation populaire contre le régime. En général lancés de l'intérieur même de la bureaucratie du parti par une faction contre une autre, ils finirent par mettre en cause la direction bureaucratique dans son ensemble. Ainsi, lors du mouvement des « Cent Fleurs », lancé en mai 1956, ouvriers, étudiants, enseignants, journalistes, militants, dont la plupart étaient membres du PCC, entreprirent la critique du régime et de ses abus, mirent en question la couche de nouveaux privilégiés, dénoncèrent la transformation du parti en appareil répressif et réclamèrent l'instauration d'une véritable démocratie ouvrière. Des groupes d'étudiants tentèrent de créer une organisation à l'échelle nationale et ébauchèrent dans leur presse un programme révolutionnaire pour en finir avec la bureaucratie. Mais le régime lança contre ce mouvement révolutionnaire une brutale et très violente répression.

L'histoire de la Chine maoïste fut faite de ces alternances de moments d'apparente liberté et de féroce répression, de fuites en avant et de reculs sociaux et économiques dramatiques.

### **Le « Grand Bond en avant »**

À partir de 1957 fut lancé le « Grand Bond en avant », dont l'« objectif » officiel délirant était de dépasser en l'espace de quinze années la production de la Grande-Bretagne par l'industrialisation accélérée, par la construction, notamment, de milliers de petits hauts fourneaux ruraux, pour laquelle fut enrôlée la main d'œuvre paysanne. Afin de mobiliser celle-ci totalement pour ce travail de titan, les activités furent de plus en plus socialisées ; la structure familiale fut mise en cause ; on établit des cantines collectives, des dortoirs collectifs divisés selon les sexes ; les enfants furent élevés en commun... La voie empruntée fut lourdement bureaucratique et autoritaire, imposant des rythmes de travail effrénés et des conditions d'exploitation inouïes.

L'échec, constaté fin 1961-début 1962, n'en fut que plus rude, aboutissant à de tragiques famines (la paysannerie étant occupée aux travaux industriels, les récoltes pourrissent sur pied ; la période compta 30 millions de

morts en plus de la mortalité naturelle) et à une profonde récession industrielle (l'acier produit dans ces conditions se révéla en effet inutilisable). Après cette catastrophe humaine et économique, des renvois massifs de citadins dans les campagnes furent organisés, y compris l'envoi de « jeunes instruits ». Avec l'évolution démographique, entre 1957 et 1977, 100 millions de travailleurs supplémentaires vinrent s'ajouter aux 200 millions qui y étaient déjà présents et portèrent la densité de main d'œuvre à près de trois travailleurs par hectare. Le sous-emploi, qui était déjà la plaie des campagnes chinoises d'avant-guerre, s'aggrava démesurément. À partir des années 1960, la concentration des ressources au bénéfice quasi exclusif du développement des infrastructures industrielles lourdes s'effectua aux dépens des ruraux, des consommateurs urbains et des équipements sociaux.

### **La « révolution culturelle »**

Le déclenchement de la prétendue « révolution culturelle » ne fut qu'un avatar des contradictions internes à la bureaucratie. En effet, la « révolution culturelle » fut lancée à la fin de 1965 par une aile de l'appareil du parti, représentée par Mao-Tsé-Toung, contre une autre aile, considérée comme « droitière ». Mao invita officiellement à critiquer la bureaucratie routinière. Ce fut une épuration générale, orchestrée par les « Brigades rouges » sous les ordres de Mao. Un culte de la personnalité hystérique fut développé à l'égard de Mao et de son « Petit Livre rouge ».

Mais, en même temps, comme lors du mouvement des Cent Fleurs, les masses populaires, notamment les jeunes, les ouvriers et les intellectuels, s'engouffrèrent dans la brèche ainsi ouverte et se mirent à prendre Mao au mot, en développant une critique en règle de la bureaucratie et des privilèges. Ce fut donc également un formidable mouvement de mobilisation populaire et de prise de parole, au grand dam de la bureaucratie qui en perdit un moment le contrôle. Les masses commencèrent à développer une action véritablement révolutionnaire dont l'aboutissement eût été le délogement de la bureaucratie dans son ensemble. Pour éviter cela, un revirement brutal fut opéré par Mao et ses sbires, qui firent intervenir l'armée dans la plus grande violence, à partir de 1967. Assassinats,

persécutions, déportations : les victimes se chiffrent par millions.

### **Le PCC au pouvoir, un parti petit-bourgeois autocratique**

Le pays resta donc privé de toute existence démocratique. Le PCC, Parti-État, n'était fondé que sur le centralisme et absolument pas sur la démocratie (c'est encore le cas aujourd'hui en Chine). Le pouvoir était interdit à l'écrasante majorité de la population. Même les membres du parti étaient exclus de la décision politique. Le Congrès ne se réunissait que très rarement, et seulement pour renouveler les cadres principaux du parti. Les décisions politiques n'étaient prises qu'au sein des cercles les plus restreints de l'appareil (comité central et bureau politique). La réalité du pouvoir était concentrée en fait entre les mains du Bureau politique, et même du Comité permanent du Bureau Politique. Le groupe des dirigeants suprêmes, organisant la soumission totale des individus, n'était lui-même subordonné à aucun contrôle, ni pour nommer les cadres à des postes clés, ni pour prendre des décisions politiques.

Enfin, la politique extérieure du PCC, se ralliant comme Staline à la doctrine du prétendu « socialisme dans un seul pays », a quant à elle consisté en un soutien total aux opérations contre-révolutionnaires de la bureaucratie soviétique et des partis communistes partout dans le monde, notamment au moment de l'écrasement du mouvement ouvrier est-allemand en 1953 et du soulèvement révolutionnaire hongrois et polonais de 1956. Après la rupture entre l'URSS et la Chine, celle-ci n'a eu qu'une influence très limitée à l'échelle internationale (sauf dans la péninsule indochinoise), subordonnant toujours l'activité de ses partisans étrangers à ses propres intérêts d'État et aux privilèges de ses dirigeants.

### **Conclusions**

En conclusion de cette série d'articles sur les « problèmes de la révolution chinoise », on peut constater tout d'abord que le PCC s'est

toujours davantage éloigné du marxisme révolutionnaire, tant par la stratégie d'alliance avec la bourgeoisie qui fut la sienne de manière presque ininterrompue de 1923 à 1927, puis de 1937 à 1953, que par son refus corrélatif de se construire dans la classe ouvrière après 1927. Or on a vu, en étudiant la politique du Kuomintang et de Tchang-Kaï-Tchek dans les années 1920, qui aboutit à l'élimination sanguinaire de milliers de militants communistes chinois en 1927, combien la classe bourgeoise, fût-elle anti-impérialiste par nationalisme, restait l'ennemie irréductible de la classe ouvrière, et que la moindre menace révolutionnaire sur ses positions entraînait automatiquement de sa part une réaction contre-révolutionnaire violente. Pourtant, les dirigeants du PCC n'ont pas hésité à reprendre cette tactique du bloc des quatre classes de 1937 à 1952-1953. Son abandon à cette date ne fut que le fruit de la peur, née dans l'appareil bureaucratique, de se voir renversé par l'ancienne bourgeoisie qui se renforçait.

En second lieu, on remarquera que, à partir de 1949, jamais l'appareil d'État n'a été dirigé ou même simplement contrôlé par la classe ouvrière : celle-ci fut totalement exclue du processus de décision, le Parti-État restant aux mains d'une caste de dirigeants petits-bourgeois, intellectuels pour la plupart, issus de la paysannerie pour certains cadres de formation militaire. Jamais de véritables soviets ouvriers et paysans ne s'organisèrent pour prendre en charge eux-mêmes leur destin et l'organisation des structures sociales et économiques du pays. Au contraire, le parti lutta contre toute tentative d'auto-organisation des masses. Le prolétariat fut surexploité, brimé, il lui fut interdit toute initiative politique, toute maîtrise de son propre destin, tout contrôle sur les dirigeants économiques et politiques.

Ce qui a dominé en fait, dans la « Chine populaire » de l'après 1949, c'est la propriété d'État, qui ne saurait être confondue avec la socialisation réelle des moyens de production. De fait, loin de commencer à dépérir comme c'eût été le cas d'un État

ouvrier dès sa constitution, l'État chinois du PCC est devenu de plus en plus bureaucratique, tentaculaire et oppresseur des classes populaires, à commencer par la classe ouvrière. Finalement, la fraction la plus droite du PCC a triomphé au milieu des années 1970 avec l'arrivée à la tête de l'État de Deng Xiaoping, dont la politique a consisté à réintroduire progressivement le capitalisme privé étranger en Chine, jusqu'à aujourd'hui, où l'économie chinoise est soumise à un traitement de choc, au prix d'un désastre social sans précédent, pour s'adapter aux normes du marché capitaliste mondial.

Mais c'est bien depuis 1949 que les masses travailleuses sont intégralement soumises à la dictature d'une minorité infime de dirigeants privilégiés indépendants du peuple. Dès lors, il est clair que, contrairement à ce que soutiennent de nombreux « trotskystes » (aussi bien les « pablistes » du Secrétariat unifié que les lambertistes, les morénistes et d'autres groupes issus de ces courants), on ne peut parler au sujet de la Chine d'un « État ouvrier », même « déformé ». L'étatisation des moyens de production ne saurait suffire pour définir un État comme « ouvrier », et aucun État ouvrier ne peut naître (par quel miracle ?) en l'absence d'une révolution ouvrière. La constitution d'un État ouvrier, de la dictature du prolétariat, en un mot du pouvoir des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, est un acte décisif de l'émancipation de la classe ouvrière par la classe ouvrière elle-même (en alliance avec les autres classes exploitées et opprimées, en particulier la paysannerie pauvre). Elle se confond donc avec l'auto-organisation des masses expropriant les capitalistes et les propriétaires fonciers et les bureaucrates de tout poil, donc avec l'existence de soviets dans tout le pays et en particulier dans les grandes villes. Et l'on reconnaît une telle révolution au fait qu'elle est et ne peut être qu'une révolution permanente, donc une révolution internationale progressant jusqu'au socialisme.

**Laura Fonteyn**

*Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !*

# Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°9. Novembre-décembre 2003. **Prix coûtant : 0,70 €.** Prix de soutien : 1 €.

---

## AU SOMMAIRE :

Qui sommes-nous ? (p. 2)

FRANCE :

**Face aux attaques du patronat, de l'Union européenne et de Chirac-Raffarin, que faire ?** (p. 3)

*Imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils cessent leur collaboration avec le gouvernement...* (p. 3)

*... et se donner les moyens d'une véritable alternative politique en rassemblant les forces pour un nouveau parti communiste révolutionnaire internationaliste* (p. 6)

**Les enseignants refusent la duperie du « grand débat sur l'École »**

*(Deux motions d'AG d'établissements)* (p. 12)

**Les étudiants refusent les réformes Lang-Ferry contre l'Université** (p. 13)

**L'appareil du PT lambertiste couvre l'appareil de FO**

*(Au sujet d'une réunion d'un syndicat national FO)* (p. 15)

**NIGERIA : La grève générale de juillet confirme la combativité de la classe ouvrière** (p. 17)

**PALESTINE : Le « Mur de la honte », un pas de plus dans l'occupation et la terreur sionistes** (p. 18)

**HISTOIRE : Problèmes de la révolution chinoise (IV et fin)**

*De la prise du pouvoir en 1949 à la révolution culturelle* (p. 21)

**Avis aux lecteurs réguliers :** Suite à un problème de fichier informatique indépendant de notre volonté, nous n'avons pas été en mesure de publier dans le présent numéro l'article de Paul Lanvin sur l'O.N.U., suite de l'article paru dans le numéro 7 et également annoncé dans le précédent numéro. Cet article sera refait et publié dans notre prochain numéro (janvier 2004). Nous présentons toutes nos excuses aux lecteurs des deux précédents numéros.